

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME**ABONNEMENTS**

Togo, France & Colonies	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.100 fr.	650 fr.
Avion :	3.000 fr.	1.600 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.400 fr.	800 fr.
Avion :	3.500 fr.	2.100 fr.
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 60 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Colonies : 75 fr. Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	60 f
Minimum	230 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 230 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE**ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO****LOIS****1956**

- 28 décembre — Loi n° 56-6 autorisant le Premier Ministre à demander au Trésor Métropolitain une avance de 502 millions de francs CFA. au titre de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932. 35
- 28 décembre — Loi de Finances 1957 — 1^{er} trimestre (n° 56-7). 35
- 28 décembre — Loi n° 56-8 portant ouverture et annulation de crédits au budget de la République Autonome du Togo — Exercice 1956. 38

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES**PREMIER MINISTÈRE**

- 14 décembre — Décret n° 56-23 déterminant les attributions des Chefs de Circonscriptions et de leurs adjoints 42
- 19 décembre — Décret n° 56-24 déterminant l'autorité compétente pour l'approbation des marchés. 42
- 19 décembre — Décret n° 56-25 fixant la composition et la compétence de la Commission Consultative des marchés 43
- 19 décembre — Décret n° 56-26 fixant la limite des travaux et fournitures dispensés de marchés écrits 44

- 21 décembre — Décret n° 56-27 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1955. 44
- 21 décembre — Décret n° 56-28 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1955. 44
- 21 décembre — Décret n° 56-29 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955. 45
- 21 décembre — Décret n° 56-30 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1956. 45
- 21 décembre — Décret n° 56-31 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1956. 46
- 21 décembre — Décret n° 56-32 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1956. 46
- 27 décembre — Décret n° 56-33 portant modification au règlement d'Exploitation et aux tarifs du Wharf de Lomé 46
- 27 décembre — Décret n° 56-34 modifiant certaines dispositions de l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières appartenant à la République Autonome du Togo. 48
- 27 décembre — Décret n° 56-35 portant approbation de modifications au budget de la circonscription de Tabligbo, Exercice 1956. 48
- 27 décembre — Décret n° 56-36 portant approbation de modifications au budget primitif de la circonscription d'Anécho, Exercice 1956 49
- 18 décembre — Arrêté n° 42/PM. portant réorganisation du Centre d'Apprentissage Agricole de Tové 50

- 18 décembre — Arrêté n° 43/PM/MIC. fixant les conditions d'application du décret n° 56-405 du 26 avril 1956, promulgué au Togo par arrêté n° 431.56/C. du 17 mai 1956. 59
- 28 décembre — Décision n° 23/D/PM/MF. autorisant le versement au budget communal de Lomé d'une deuxième tranche de la participation du budget local aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé 60
- Modificatif n° 7/PM/MF. à l'arrêté n° 643.51/F. du 11 septembre 1951 portant règlement du régime des déplacements des fonctionnaires et agents civils en service au Togo 60
- Arrêtés et décisions chargeant des affaires courantes, portant reclassement, passage à l'échelon supérieur, franchissements d'échelon, nominations, affectations, disponibilité, stage, constatant absence irrégulière, admission à la retraite et approuvant et rendant exécutoires des rôles 60

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

1956

- 20 décembre — Arrêté n° 7/PM/INT. portant approbation d'une délibération de la Commission municipale de Lomé autorisant l'Administrateur-Maire à procéder à la vente de terrains communaux 67
- 20 décembre — Arrêté n° 8/PM/INT. ordonnant le recensement de la population de la ville d'Atakpamé (Cercle du Centre). 67
- Arrêtés et décision portant nomination, plaçant un mineur délinquant au centre de rééducation de Tové et nomination des assesseurs près les tribunaux des 1^{er} et 2^e degré et des présidents des tribunaux coutumiers 67

MINISTÈRE DES FINANCES

1956

- 29 décembre — Décision n° 24/MF. portant modification du nombre de déclarations déposées en Douane 72
- Arrêtés et décision portant attribution de majorations pour enfants, rétablissement de droits à pension et nomination d'une commission 73

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

- Arrêtés et décisions portant engagement, mutations accordant aide scolaire, secours scolaire, renouvellement, transfert et suppression de heures 75

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1956

- 19 décembre — Arrêté n° 6.56/MIC. fixant pour les palmistes, l'huile de palme, le tapioca, les piments, le coprah et les graines de ricin, la date de fermeture de la campagne d'achat de la récolte 1956 et la date d'ouverture

de la campagne d'achat de la récolte 1957 77

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

1956

- 29 décembre — Arrêté n° 3/A-MA/EL/ER. portant établissement d'une zone de protection contre les feux de brousse dans le cercle de Dapango. 77
- 29 décembre — Arrêté n° 4/A-MA/EL/ER. portant établissement de la zone protégée de Touaga-Nassabé (cercle de Dapango) contre les feux de brousse. 78

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

1956

- 17 novembre — Décret n° 56-1167 portant règlement d'administration publique aménageant les conditions d'accès aux emplois de l'Etat en ce qui concerne les candidats empêchés, par suite de maintien ou de rappel sous les drapeaux, d'engagement ou de rengagement. 78
- 7 décembre — Décret n° 56-1260 étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun à la République Autonome du Togo les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du Code civil. (Arrêté de promulgation n° 811-56/C. du 20 décembre 1956). 79
- 10 décembre — Décret n° 56-1272 modifiant les décrets n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers et ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer en service dans ces territoires (Arrêté de promulgation n° 810-56/C. du 20 décembre 1956). 80
- Arrêtés portant classement et promotion 81

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

1956

- 28 décembre — Arrêté n° 812-56/CM. portant la constitution du tribunal des pensions pour l'année 1957 81
- Décision chargeant des affaires courantes et portant affectation. 82

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Vente sur saisie immobilière	82
Récepissés de déclaration	83
Institut d'émission AOF-Togo (Situation au 31 octobre 1956)	83
Récepissé de modification d'Association	84
Annonce	84
Société J. Heudebert & Cie et Société Africaine de Représentations Industrielles Réunies (HEUDEBERT — SARI)	84

ACTES DE LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

LOIS

LOI N° 56-6 du 28 décembre 1956 autorisant le Premier Ministre à demander au Trésor Métropolitain une avance 502 millions de francs CFA au titre de l'article 70 de la Loi du 31 mars 1932.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,
Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

EXPOSE DES MOTIFS

Au moment où le Gouvernement de la République Autonome du Togo est appelé à prendre en mains l'Administration et l'avenir de ce pays, il se trouve avoir à faire face, au titre des exercices antérieurs à 1957, à une situation financière qui peut se résumer comme suit :

I. — Reliquat non apuré des exercices antérieurs à 1956 :

Déficit du Budget Local	10.269.058
Déficit du Budget du CFT et Wharf	109.944.193
Total	120.213.251

II. — Résultats de l'exercice 1956. Soit la différence entre les estimations globales de recettes jugées recouvrables et les dépenses déjà faites ou à assurer au titre de l'exercice :

Budget du CFT. et du Wharf — déficit de	84.300.000
Budget Local — déficit de	297.000.000
Total	381.300.000

soit un passif global de : 502.000.000. — environ.

Il est à préciser ici qu'en ce qui concerne le Budget Local cette situation tient compte des éléments ci-dessous :

En recettes :

Recouvrements constatés au 30 novembre 1956	1.496.058.000
Montant probable des émissions à la clôture	1.688.487.000
Recouvrements estimés probables	1.677.000.000

En dépenses (fonctionnement) :

Dépenses ordonnancées au 30 octobre 1956	1.440.865.331
--	---------------

Dépenses engagées au 30 novembre 1956 1.673.238.480

Dépenses à considérer comme engagées au 31 décembre 1956 1.974.010.785

Le déficit probable de l'exercice 1956 représente donc la différence entre les dépenses à considérer comme engagées au 31 décembre 1956 (1.974.010.000) et le montant des émissions de l'exercice estimées recouvrables (1.677.000.000) soit environ : 297.000.000.

*
*
*

Bien que le principe d'une subvention — égale au montant du passif des exercices antérieurs à 1957 — ait été accepté par le Ministre de la France d'Outre-Mer en faveur du Budget de la République Autonome du Togo, il importe que les règles traditionnelles édictées par la législation française en la matière soient respectées et qu'en conséquence le Togo fasse d'abord une demande d'avance conformément à la procédure édictée par la Loi du 31 mars 1932.

Il ne s'agit donc pas à proprement parler de faire constater une dette du Togo à l'égard de la France, mais de mettre en train une procédure exceptionnelle dont la première phase demeure la demande d'avance, étant bien entendu que si l'apurement de ce passif doit être échelonné dans le temps le Togo doit, se trouver couvert par l'avance demandée.

Il est d'ailleurs dans l'intention du Gouvernement de la République Autonome du Togo de demander au Gouvernement Français de traduire dans les faits l'autonomie financière du Togo et de faire en sorte que le passif constaté fin 1956 ne pèse pas sur nos besoins propres pour l'avenir. En outre, il importe que cette avance soit consentie sans intérêt.

Tel est l'objet de la présente Loi.

ARTICLE UNIQUE. — Le Premier Ministre est autorisé à solliciter du Trésor Métropolitain une avance de 502 millions de francs CFA dans le cadre de l'article 70 de la Loi du 31 mars 1932.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur;
Le Ministre des Finances par intérim,
A. MÉATCHI.

LOI DE FINANCES 1957 (1er trimestre)
(Loi n° 56-7 du 28 décembre 1956)

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,
Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

EXPOSE DES MOTIFS

Normalement, le Gouvernement de la République Autonome du Togo aurait dû déposer sur le Bureau de l'Assemblée Législative, avant le 31 décembre 1956, un Projet de Loi de Finances relative au Budget Général et au Budget du Chemin de Fer et du Wharf pour l'exercice 1957.

L'ampleur et la complexité des problèmes posés par l'application du Statut du Togo dans le domaine budgétaire n'ont pas permis de présenter des documents correctement étudiés à la sanction du pouvoir législatif.

Il s'est avéré nécessaire, dans ces conditions, de recourir à la procédure des douzièmes provisoires pendant une période de trois mois, délai que le Gouvernement estime suffisant pour élaborer des textes définitifs et les soumettre à l'Assemblée Législative dans la deuxième quinzaine de mars.

*
* *

Les crédits ouverts aux Ministres et au Chemin de fer et Wharf sont calculés sur la base des consommations de novembre 1956, majorés des crédits nécessaires au fonctionnement des institutions nouvelles et majorés des charges transférées au 1^{er} janvier 1957 ou susceptibles d'être reportées au delà du 1^{er} avril 1957.

Les voies et moyens de 1956 sont reconduits.

TITRE I

Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de 1957.

ARTICLE PREMIER. — Les dépenses et les recettes du Budget Général de la République Autonome du Togo, ainsi que du Budget Annexe du C.F.T. et du Wharf, sont, pour l'exercice 1957, réglées conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Le vote définitif des deux budgets visés à l'article premier ci-dessus devra intervenir avant le 31 mars 1957.

ART. 3. — Pour permettre le fonctionnement des Services jusqu'au 31 mars 1957 des crédits provisoires sont ouverts à raison de :

— 450 millions au titre du Budget Général de la République Autonome du Togo.

— 114 millions au titre du Budget Annexe du C.F.T. et du Wharf.

ART. 4. — L'engagement mensuel des crédits sera limité au tiers des crédits globaux précités avec possibilité de report d'un mois sur l'autre des crédits non engagés en fin de mois et dans le cadre de la répartition fixée au tableau annexé à la présente loi.

ART. 5. — « En attendant le vote définitif des deux budgets visés aux articles précédents, aucune modification ne sera apportée aux effectifs numériques en service au 1^{er} janvier 1957, à l'exception de ceux des services de l'Assemblée Législative, ni aux bases et modes de rémunération. »

ART. 6. — Pour le décompte des droits aux prestations familiales, la disposition suivante sera appliquée à compter du 1^{er} janvier 1957 :

— Limitation à six, du nombre des enfants à charge ayant droit aux prestations familiales quel que soit le régime matrimonial des ayants-droit.

ART. 7. — A compter du 1^{er} janvier 1957, il est institué un régime et une caisse unique des pensions des cadres supérieurs et locaux togolais.

ART. 8. — Avant le 1^{er} juillet 1957, le Gouvernement de la République Autonome du Togo devra déposer sur le bureau de l'Assemblée Législative un projet de loi portant statut de la fonction publique togolaise en harmonie avec le statut d'autonomie du Togo.

TITRE II

Voies et moyens

ART. 9. — La perception des impôts directs et indirects et des produits et revenus publics continuera à être opérée à compter du 1^{er} janvier 1957 et pendant cette année conformément aux lois et règlements en vigueur tant en ce qui concerne le Budget de la République Autonome du Togo que le Budget Annexe du C.F.T. et du Wharf.

Continuera également à être faite, à compter du 1^{er} janvier 1957, et pendant cette année, la perception, conformément aux lois et règlements existants, des divers droits, produits et revenus affectés aux collectivités secondaires.

ART. 10. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, en recettes et en dépenses,

— un compte hors budget « Fonds de soutien à la Caisse de Compensation des Prestations Familiales » alimenté en recettes par le produit des centimes additionnels à la taxe sur les transactions (Délibération n° 1/ATT. du 13 avril 1956 rendue exécutoire par arrêté n° 370-56/ITLS. du 26 avril 1956).

— un compte hors budget intitulé « Fonds Routier » alimenté en recettes par une taxe spéciale sur les carburants et éventuellement par fonds de concours et subventions et prenant en dépenses toutes les charges d'entretien, d'amélioration et de travaux neufs du réseau routier classé.

TITRE III

ART. 11. — Des décrets ultérieurs fixeront les dispositions d'application de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre,
Le Ministre des Finances p.i.,
A. MEATCHI.

ANNEXE à la loi de finances n° 56-7 du 28 décembre 1956.

Budget Général du Togo (Fonctionnement)

Crédits mensuels ouverts pour les trois premiers mois de l'exercice 1957.

CHAPITRE I

Service des emprunts et autres dettes

contractuelles P.M.

CHAPITRE II	
Pensions et allocations viagères	767.000
CHAPITRE III	
Assemblée législative et représentation parlementaire (Personnel)	3.580.000
CHAPITRE IV	
Assemblée législative (Matériel)	920.000
CHAPITRE V	
<i>Gouvernement (Premier Ministre)</i>	
(Cabinet — Direction du Personnel Intérieur) — Secrétariat Général et Conseillers du Gouvernement — Circonscriptions (Personnel)	7.770.000
CHAPITRE VI	
<i>Gouvernement (Premier Ministre)</i>	
(Cabinet — Direction du Personnel Intérieur) — Secrétariat Général et Conseillers du Gouvernement — Circonscriptions (Matériel)	1.700.000
CHAPITRE VII	
Ministères et services intégrés (Per- sonnel)	1.507.000
CHAPITRE VIII	
Ministères et services intégrés (Ma- tériel)	1.977.000
CHAPITRE IX	
Services de sécurité (Personnel)	13.333.000
CHAPITRE X	
Services de sécurité (Matériel)	1.250.000
CHAPITRE XI	
Services financiers (Personnel)	10.815.000
CHAPITRE XII	
Services financiers (Matériel)	767.000
CHAPITRE XIII	
<i>Services scientifiques généraux</i> (Personnel)	272.000
CHAPITRE XIV	
<i>Services scientifiques généraux</i> (Matériel)	83.000
CHAPITRE XV	
Services économiques (Personnel)	8.767.000
CHAPITRE XVI	
Services économiques (Matériel)	1.423.000
CHAPITRE XVII	
Services de Travaux et d'infrastruc- tures (Personnel)	11.172.000
CHAPITRE XVIII	
Services de Travaux et d'infrastruc- tures (Matériel)	1.080.000

CHAPITRE XIX	
Services sociaux (Personnel)	40.000.000
CHAPITRE XX	
Services sociaux (Matériel)	10.100.000
CHAPITRE XXI	
Postes et télécommunications (Per- sonnel)	8.325.000
CHAPITRE XXII	
Postes et télécommunications (Maté- riel)	1.500.000
CHAPITRE XXIII	
Exploitations et établissements indus- triels (Personnel)	954.000
CHAPITRE XXIV	
Exploitations et établissements indus- triels (Matériel)	120.000
CHAPITRE XXV	
Dépenses communes de personnel	2.000.000
CHAPITRE XXVI	
Dépenses communes de matériel	4.169.000
CHAPITRE XXVII	
Dépenses diverses	840.000
CHAPITRE XXVIII	
Fonds spéciaux	500.000
CHAPITRE XXIX	
Entretien et réparation des bâtiments . .	840.000
CHAPITRE XXX	
Entretien routes et ponts	3.340.000
CHAPITRE XXXI	
Contributions — Subventions	465.000
CHAPITRE XXXII	
Contributions aux régies d'exploita- tions concédées	P.M.
CHAPITRE XXXIII	
Contribution aux dépenses d'organis- mes et groupements internationaux	P.M.
CHAPITRE XXXIV	
Reversement à des collectivités et établissements publics	P.M.
CHAPITRE XXXV	
Versements à des comptes de fonds spéciaux	P.M.
CHAPITRE XXXVI	
Ristourne du budget de l'état	P.M.
CHAPITRE XXXVII	
Subvention au C.F.T.	P.M.

CHAPITRE XXXVIII

Subvention à des organismes, associations ou œuvres privées 5.534.000

CHAPITRE XXXIX

Fonds de concours pour dépenses de fonctionnement P.M.

CHAPITRE XXXX

Bourses d'études et d'entretien 3.630.000

CHAPITRE XXXXI

Secours 500.000

CHAPITRE XXXXII

Prêts et avances (garantie du territoire) . . . P.M.

CHAPITRE XXXXIII

Participation aux dépenses d'équipement et d'investissement P.M.

CHAPITRE XXXXIV

Dépenses d'approvisionnement des magasins P.M.

CHAPITRE XXXXV

Dépenses d'ordres P.M.

Total 150.000.000

Arrêté à la somme globale mensuelle de :
Cent cinquante millions de francs C.F.A.

*Budget annexe du Chemin de Fer et du Wharf
du Togo (Fonctionnement)*

Crédits mensuels ouverts pour les trois premiers
mois de l'exercice 1957

Chap. 1 — Personnel Réseau Ferré
(Services Généraux — Exploitation — Voie et Bâ-
timents — Matériel et Traction) 21.221.000

Chap. 2 — Matériel Réseau Ferré
(Services Généraux — Exploitation — Voie et Bâti-
ments — Matériel et
Traction) 4.702.000

Chap. 3 — Grosses réparations Réseau
Ferré (Voie et Bâtiments —
Matériel et Traction) 708.000

Chap. 4 — Dépenses de cession Réseau
Ferré (Voie et Bâtiments) 2.812.000

Chap. 5 — Dépenses diverses 564.000

Chap. 6 — Personnel Wharf et Phare 5.722.000

Chap. 7 — Matériel Wharf et Phare 708.000

Chap. 8 — Grosses réparations Wharf
et Phare 183.000

Chap. 9 — Dépenses diverses Wharf
et Phare 1.380.000

Total 38.000.000

Arrêté à la somme globale mensuelle de :

Trente huit millions de francs C.F.A.

LOI N° 56-8 du 28 décembre 1956 portant ouverture
et annulation de crédits au Budget de la République
Autonome du Togo — Exercice 1956.

L'Assemblée Législative a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

EXPOSE DES MOTIFS

Nous vous présentons un cahier de crédits supplé-
mentaires au Budget de la République Autonome s'é-
levant à 78.250.000 francs dont la couverture est
assurée par :

a) le crédit provisionnel de 64.280.000. inscrit au
Chapitre 25 article 5 pour faire face aux augmenta-
tions de solde, prévues dès fin 1955, en faveur du
personnel;

b) les économies réalisées sur les crédits inscrits
aux divers chapitres et articles au titre des dépenses
de matériel, économies qui n'atteignent pas toujours
le pourcentage de 10 % imposé au début de l'exer-
cice mais qui se chiffrent cependant à 13.370.000
francs.

Le montant cumulé de ce crédit provisionnel et
des économies faites sur les crédits de matériel per-
met :

1°/ de doter les différents chapitres de personnel
des crédits supplémentaires dont l'inscription est obli-
gatoire du fait de l'augmentation des soldes et salaires
accordée pour compter du 1^{er} avril 1956. Ces majo-
rations se chiffrent à 38.230.000 pour les soldes
des fonctionnaires et à 4.365.000 pour les salaires
des agents journaliers, mais le montant des inscrip-
tions supplémentaires réelles demeure inférieur au
chiffre théorique d'augmentation, pour certains cha-
pitres présentant quelque disponibilité, et supérieur
pour d'autres (chapitres 9, 13 et 21) dont les prévi-
sions initiales se sont avérées insuffisantes.

2°/ d'inscrire 26.104.950 de crédits concernant cer-
taines dépenses d'exercices clos. Rappelons, à ce su-
jet, que par délibération n° 46/ATT. du 28 août 1956,
des crédits supplémentaires ont déjà été ouverts à
ce titre mais qu'il a été précisé, dans le rapport de
présentation, que des dotations complémentaires, no-
tamment en ce qui concerne les dépenses de person-
nel, seraient inscrites dès que les ressources néces-
saires auraient été dégagées, ce qui est devenu main-
tenant possible.

Il s'agit en particulier de gager certaines dépenses
déjà mandatées sur exercices clos, savoir :

a) indemnités de déplacement, liquidées avec retard.
b) relèvement des indices de certains cadres locaux
et supérieurs pour compter du 1^{er} octobre 1955 —
Gardes-Cercles, Sûreté, P.T.T., etc...).

c) promotions avec effets retroactifs, notamment
dans l'Enseignement.

d) insuffisance de crédits ouverts au titre de l'exercice 1955 pour certains chapitres de solde (les retenues pour pensions et l'abondement du Territoire pour le 4^e trimestre n'ont pu être mandatés que sur 1956). Pour le même motif, des dépenses d'Agences Spéciales n'ont pu être régularisées qu'après la clôture, sur les crédits ouverts au titre de l'exercice 1956.

e) paiement de certaines dépenses de matériel se rapportant à l'exercice 1955 dont les justifications définitives n'ont pu être recueillies qu'après la clôture de l'exercice 1955 (Chapitres 18, 29 et 30).

f) insuffisance de crédits au chapitre 26 et rejets répétés concernant les dépenses d'éclairage.

3) de faire face à des charges nouvelles imposées par la mise en place de nouvelles institutions Togolaises (Ministères, Assemblée Législative).

Il importe en effet de noter que le crédit de 17.800.000 disponible au titre II Section II du Budget d'Equipeement (Hôtel du Conseil de Gouvernement) ne peut être utilisé pour les dépenses de fonctionnement des Ministères et de l'Assemblée Législative du Togo mais uniquement à celles concernant les travaux d'aménagement, d'équipement en matériel et mobilier de bureau et de logements des Ministères et de l'Assemblée. Il est en conséquence demandé à l'Assemblée de confirmer cette affectation en modifiant l'intitulé de cette rubrique conformément à l'article 1^{er} du présent projet de loi.

Pour les dépenses de fonctionnement, les crédits supplémentaires dont l'inscription est proposée doivent permettre de régler les dépenses suivantes :

Chapitre 3, Art. 1, parag. 3 — Indemnité de sessions aux députés 2.246.400

Chap. 4, Art. 1, — Assemblée — Dépenses de matériel 2.200.000

Chap. 5, Art. 3, — Ministères — Dépenses de personnel 2.500.000

Chap. 6, Art. 3, — Ministères — Dépenses de matériel 1.500.000

4) de renforcer certaines rubriques approvisionnées de façon insuffisante.

Chap. 26, Art. 9 — Achat de véhicules 1.820.000

Il importe cependant de préciser dès maintenant que le présent projet ne comporte, faute de disponibilité, aucune inscription nouvelle concernant certains chapitres qui demanderaient à être renforcés, savoir :

Chap. 25 — Art. 1 — Frais de relève.

Le crédit primitivement inscrit, 28.595.000, sera sans aucun doute insuffisant du fait de l'importante augmentation des contacts et des relations avec la France et les autres territoires, il aurait fallu pouvoir le renforcer d'au moins 7 millions.

Chap. 26 — Art. 6 — Frais de correspondance, Téléphone, Télégraphe : 6.500.000.

L'insuffisance des prévisions initiales a été aggravée du fait de la mise en service de l'automatique, qui a permis d'étendre les relations téléphoniques,

et de nouveaux postes administratifs (Ministères, Service de Statistique, de l'Élevage, etc...).

La question se pose donc de savoir si, pour faire face à ces dépenses de caractère obligatoire, l'utilisation du produit des centimes additionnels à la taxe sur les transactions votés par l'Assemblée pour couvrir éventuellement le déficit de la Caisse de Compensation des Prestations familiales du Secteur privé, peut être envisagée à titre exceptionnel et en raison de la situation largement déficitaire du Budget Local.

Cette question fait l'objet d'une autre loi.

ARTICLE PREMIER. — La rubrique « Hôtel du Conseil de Gouvernement 1^{re} tranche » ouverte en dépenses au Budget de la République Autonome du Togo — Budget d'Equipeement Titre II Section II est complétée comme suit :

« Hôtel du Conseil de Gouvernement » — Travaux d'aménagement et de réparations des immeubles constituant la Résidence et les bureaux du Premier Ministre et des Ministres Equipement en matériel et mobilier de ces bureaux et logements — Equipement en matériel et mobilier de l'Assemblée Législative du Togo.

ART. 2. — Est annulée en recettes, à ce même budget, la somme ci-dessous :

Chap. II — Impôts directs

Art. 3 — Centimes additionnels à la taxe sur les transactions et à la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions 82.230.000

ART. 3. — Sont annulés au Budget de la République Autonome du Togo, Exercice 1956, les crédits ci-après :

A — Budget de fonctionnement

Chap. 6 — Gouvernement — Contrôles généraux, Services d'adm. gèn.

Art. 7 — Mission d'Inspection 60.000

Art. 13 — Circonscriptions — Matériel 400.000

Chap. 8 — Services judiciaires

Art. 2 — Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé 60.000

Art. 3 — Justice de Paix à C.E. 120.000

Art. 5 — Tribunal du Travail 20.000

Art. 6 — Tribunaux Administratifs 10.000

Art. 7 — Frais de Justice 200.000

Chap. 10 — Services de sécurité

Art. 1 — Sûreté Générale et Brigade du Nord 200.000

Art. 2 — Commissariats 40.000

Art. 3 — Gendarmerie 200.000

Art. 4 — Gardes-Cercles 300.000

Art. 5 — Etablissements pénitentiaires 300.000

Chap. 12 — Services financiers

Art. 1 — Services des Finances 200.000

Art. 2 — Contributions Directes 200.000

Art. 3 — Douanes	300.000
Art. 4 — Domaines	35.000
Art. 5 — Service du Trésor	160.000

Chap. 14 — Services scientifiques généraux

Art. 1 — Institut de Recherches du Togo	100.000
---	---------

Chap. 16 — Services économiques

Art. 3 — Service des Statistiques	20.000
Art. 5 — Conditionnement	60.000
Art. 6 — Elevage	200.000
Art. 7 — Eaux-et-Forêts — Dépenses de matériel	140.000
Art. 8 — Service des Mines	100.000

Chap. 18 — Services des travaux et d'infrastructure

Art. 1 — Direction des Travaux Publics	90.000
Art. 2 — Travaux Publics Sud	340.000
Art. 3 — Travaux Publics Nord	130.000
Art. 5 — Service Topographique	40.000
Art. 6 — Service Météorologique	70.000

Chap. 20 — Services sociaux

Art. 1 — Direction de l'Enseignement	100.000
Art. 2 — Lycée Bonnacarrère	100.000
Art. 3 — Collège de Sokodé	60.000
Art. 4 — Ecole Normale d'Atakpamé	50.000
Art. 5 — Enseignement Primaire	600.000
Art. 6 — Enseignement Technique	160.000
Art. 7 — Education Physique et Sports	180.000
Art. 9 — Direction du Service de Santé	75.000
Art. 10 — Pharmacie d'Approvisionnement	100.000
Art. 12 — Assistance Médicale	2.420.000
Art. 13 — Service d'Hygiène	200.000
Art. 14 — S.H.M.P.	360.000
Art. 15 — Assistance Sociale	40.000
Art. 16 — Inspection du Travail et des Lois Sociales	30.000

Chap. 22 — Service des postes et télécommunications

Art. 1 — Service des Postes et Télécommunications	500.000
---	---------

Chap. 24 — Exploitations et établissement industriel

Art. 1 — Garage Central	200.000
-----------------------------------	---------

Chap. 25 — Dépenses communes de personnel

Art. 5 — Crédit provisionnel pour augmentation des traitements	64.280.000
--	------------

Chap. 30 — Routes — Ponts — Aérodrome

Art. 1 — Routes interterritoriales	
Parag. 2 — Allocation réservée	1.700.000
Art. 3 — Entretien des ponts	
Parag. 2 — Allocation réservée	3.000.000

Chap. 38 — Subventions de fonctionnement à des organismes, associations ou œuvres privées

Art. 3 — Subventions à la Caisse de Compensation des Prestations Familiales pour couverture du déficit	82.230.000
--	------------

Art. 4. — Sont ouverts à ce même Budget, les crédits supplémentaires ci-après :

A — Budget de fonctionnement

Chap. 3 — Représentant parlementaire et Assemblée Territoriale

Art. 1 — Assemblée Territoriale — Assemblée Législative

Parag. 1 — Personnel des cadres	14.600
---	--------

Parag. 3 — Indemnités de sessions aux délégués	2.246.900
--	-----------

Chap. 4 — Représentant parlementaire et Assemblée Territoriale, Assemblée Législative

Art. 1 — Dépenses de matériel	2.200.000
---	-----------

Chap. 5 — Gouvernement, contrôles et services d'administration générale

Art. 3 — Conseil de Gouvernement — Ministères	2.500.000
---	-----------

Art. 14 — Dépenses des exercices clos	1.604.000
---	-----------

Chap. 6 — Gouvernement, contrôles et services d'administration générale

Art. 3 — Conseil de Gouvernement — Ministères — Dépenses de matériel	1.500.000
---	-----------

Chap. 9 — Services de sécurité

Art. 1 — Sûreté Générale et Brigade du Nord

Parag. 1 — Personnel des cadres	354.250
---	---------

Art. 2 — Police Administrative et Judiciaire

Parag. 1 — Personnel des cadres	982.200
---	---------

Art. 4 — Gardes-Cercles

Parag. 1 — Personnel des cadres	9.585.000
---	-----------

Art. 6 — Dépenses des exercices clos	3.134.340
--	-----------

Chap. 11 — Services financiers

Art. 1 — Service des Finances

Parag. 2 — Personnel journalier	1.200.000
---	-----------

Art. 2 — Contributions Directes

Parag. 1 — Personnel des cadres	144.500
---	---------

Art. 3 — Service des Douanes

Parag. 1 — Personnel des cadres	2.386.500
---	-----------

Art. 4 — Enregistrement, Domaine, Timbres

Parag. 1 — Personnel journalier	175.600
---	---------

Art. 5 — Service du Trésor

Parag. 1 — Personnel des cadres	881.700
---	---------

Art. 7 — Dépenses des exercices clos	3.130.000
--	-----------

Chap. 13 — Services scientifiques généraux

Art. 1 — Institut de recherches du Togo

Parag. 1 — Personnel des cadres	361.000
---	---------

Chap. 15 — Services économiques

Art. 1 — Service des Affaires Economiques	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	300.000
Art. 2 — Service du Plan	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	29.000
Art. 4 — Service de l'Agriculture	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	1.324.600
Art. 5 — Service de Contrôle du Con-	
ditionnement	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	86.700
Art. 6 — Service de l'Elevage	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	495.000
Art. 7 — Service des Eaux-et-Forêts	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	725.400
Art. 8 — Service des Mines	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	74.000
Parag. 2 — Personnel journalier . . .	8.600
Art. 10 — Dépenses des exercices clos .	1.928.000
Chap. 17 — Service de travaux et d'in-	
frastructure.	
Art. 1 — Direction des Travaux Publics	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	302.900
Art. 2 — Subdivision du Sud des Tra-	
vauX Publics	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	476.000
Art. 3 — Subdivision du Nord des Tra-	
vauX Publics	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	293.200
Art. 4 — Personnel des Circonscriptions	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	480.000
Art. 5 — Service Topographique	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	160.500
Art. 6 — Service Météorologique	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	481.200
Art. 7 — Dépenses des exercices clos .	1.620.000
Chap. 18 — Service de travaux et d'in-	
frastructure.	
Art. 2 — Subdivision du Sud des Tra-	
vauX Publics	250.000
Art. 7 — Dépenses des exercices clos . .	514.425
Chap. 19 — Services sociaux.	
Art. 1 — Direction de l'Enseignement	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	118.000
Art. 2 — Lycée Bonnacarrère	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	535.500
Art. 3 — Collège de Sokodé	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	192.300
Art. 4 — Ecole Normale d'Atakpamé	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	141.000
Art. 5 — Enseignement Primaire	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	4.735.500
Art. 6 — Enseignement Technique	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	3.400

Art. 7 — Education Physique et Sports	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	39.300
Art. 9 — Direction du Service de Santé	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	266.800
Art. 10 — Pharmacie d'Approvisionnement	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	694.200
Art. 11 — Hôpital de Tokoin	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	3.160.800
Art. 12 — Assistance Médicale	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	6.655.600
Art. 13 — Service d'Hygiène	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	303.100
Art. 14 — S.H.M.P.	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	50.600
Art. 16 — I.T.L.S.	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	7.400
Art. 17 — Dépenses des exercices clos	
Parag. 1 — Enseignement	1.170.000
Parag. 2 — Santé	5.558.000

Chap. 21 — Service des postes et télé-
communications.

Art. 1 — Service des Postes et Télécom-	
communications.	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	2.077.400
Parag. 2 — Personnel journalier . . .	661.500
Art. 2 — Dépenses des exercices clos .	3.130.000

Chap. 23 — Exploitation et établissements
industriels.

Art. 1 — Garage Central	
Parag. 1 — Personnel des cadres . . .	663.300
Art. 3 — Dépenses des exercices clos .	69.000

Chap. 26 — Dépenses communes de matériel.

Art. 9 — Achats de véhicules . . .	1.820.000
Art 12 — Dépenses des exercices clos .	3.463.000

Chap. 29 — Entretien et grosses répara-
tions des bâtiments.

Art. 6 — Dépenses des exercices clos . .	33.300
--	--------

Chap. 30 — Routes — Ponts — Aérodrome.

Art. 5 — Dépenses des exercices clos . .	750.885
--	---------

Total des crédits ouverts au Budget de	
Fonctionnement	78.250.000

La présente loi sera exécutée comme loi de la Ré-
publique Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,
Le Ministre des Finances par intérim,

A. MEATCHI.

PREMIER MINISTÈRE

DECRET N° 56-23 du 14 décembre 1956 déterminant les attributions des Chefs de Circonscriptions et de leurs adjoints.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Chefs de Circonscriptions placés sous la haute autorité du Premier Ministre sont dans leur ressort les représentants du pouvoir exécutif.

Ils sont chargés de l'orientation générale, telle qu'elle est définie par le Conseil des Ministres. Ils donnent l'impulsion à tous les services publics et en assurant la coordination et la surveillance.

ART. 2. — Les Chefs de Circonscription se tiennent constamment en contact avec les Chefs des collectivités coutumières, et les populations, et suggèrent ou prennent les mesures nécessaires pour prévenir ou combattre les calamités susceptibles de mettre en danger la santé ou la sécurité de celles-ci.

Ils effectuent régulièrement des tournées à l'intérieur de leur Circonscription.

ART. 3. — Ils sont responsables de la sécurité intérieure. Pour l'exercice de cette responsabilité ils décident de l'emploi des détachements de la garde togolaise affectés dans leur ressort et des pelotons de maintien de l'ordre lorsque ceux-ci sont mis à leur disposition. Ils veillent au maintien de la discipline des détachements et font prendre par le personnel d'encadrement les décisions nécessaires à cet effet.

Ils prennent toute décision provisoire nécessaire au maintien de la sécurité intérieure à charge d'en aviser immédiatement le Premier Ministre.

ART. 4. — Ils veillent à la sauvegarde du domaine non affecté, à la correcte implantation sur ce domaine des bâtiments administratifs, à la bonne conservation des immeubles domaniaux et effectuent à cet effet les contrôles nécessaires.

ART. 5. — Ils peuvent exercer par délégation et sous l'autorité du Premier Ministre la tutelle administrative des collectivités secondaires, à l'exception de celles qu'ils administrent eux-mêmes. Les budgets et comptes de gestion leur sont soumis.

ART. 6. — Les crédits budgétaires devant être utilisés dans les circonscriptions sont délégués aux Chefs de Circonscriptions qui en suivent l'exécution.

ART. 7. — Les correspondances autres que purement techniques échangées entre les Ministères techniques et leurs représentants locaux passent par l'intermédiaire des Chefs de Circonscriptions qui notent la

totalité du personnel en service dans leur ressort, et sont consultés à l'occasion des mutations de personnel administratif et technique.

ART. 8. — Les Chefs de Circonscriptions exercent directement l'autorité hiérarchique sur le personnel d'administration générale en service dans leur ressort.

ART. 9. — Les Chefs de Circonscriptions exercent leurs attributions conformément aux instructions du Premier Ministre et éventuellement des Ministres compétents.

Ils rendent compte au Premier Ministre, périodiquement et en outre chaque fois que nécessaire, de la situation économique, politique et sociale dans la circonscription dont ils ont la charge.

ART. 10. — Les Adjoints assistent, secondent et en cas d'absence ou d'empêchement suppléent les Chefs de Circonscriptions dans l'exercice de leurs attributions.

ART. 11. — Les attributions énumérées aux articles 1 à 10 ci-dessus sont exercées indistinctement par les Commandants de Cercle et les Chefs de Subdivision. Toutefois ces derniers se conforment à l'orientation donnée par les Commandants de Cercle dont ils dépendent; ils ne correspondent pas directement avec le pouvoir central togolais.

ART. 12. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 14 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

DECRET N° 56-24 du 19 décembre 1956 déterminant l'autorité compétente pour l'approbation des marchés.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 72/Cab. du 24 janvier 1947 fixant les clauses et conditions générales imposées aux Entrepreneurs de Travaux Publics;

Vu l'arrêté n° 506-50/F. du 30 juin 1950,

Vu l'arrêté n° 58-54/F. du 31 juillet 1954 fixant les clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et services;

Sur le rapport du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les marchés de travaux, fournitures, services et transports sont passés dans les formes prescrites par l'arrêté n° 506-50/F. du 30 juin 1950 et les cahiers de clauses et conditions générales en vigueur. Ils sont préparés par les services compétents, soumis à l'avis de la Commission Consultative des marchés et approuvés par le Premier

Ministre après visa des Ministres intéressés et du Ministre des Finances, lorsque la dépense est imputable sur le Budget Local ou les Budgets annexes, ou du Ministre de l'Economie et du Plan et du Ministre des Finances, lorsque la dépense est imputable sur la section locale du F.I.D.E.S. ou les comptes de Soutien de la Production.

ART. 2. — En outre, les marchés de Travaux Publics sont soumis au visa du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Domaines, des Mines et des Transmissions.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les marchés sont approuvés par le Premier Ministre, en Conseil des Ministres, lorsque leur montant dépasse la somme de 50 millions de francs.

ART. 4. — Tous les avenants ou textes modifiant un marché sont soumis aux mêmes avis, visas et approbations que les marchés.

En particulier, tout avenant qui a pour effet de porter à plus de 50 millions de francs C.F.A. le montant d'un marché primitivement inférieur à cette somme, doit être approuvé par le Premier Ministre, en Conseil des Ministres.

ART. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret et notamment, en ce qui lui est contraire, l'article premier de l'arrêté n° 506-50/F. du 30 juin 1950.

ART. 6. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 19 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-25 du 19 décembre 1956 fixant la composition et la compétence de la Commission Consultative des Marchés.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 72/Cab. du 24 janvier 1947 fixant les clauses et conditions générales imposées aux Entrepreneurs de Travaux Publics;

Vu l'arrêté n° 506-50/F. du 30 juin 1950 modifié par l'arrêté n° 569-52/F.M. du 12 juillet 1952 et l'arrêté n° 796-54/F. du 9 août 1954;

Vu l'arrêté n° 768-54/F. du 31 juillet 1954 fixant les clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et services;

Sur le rapport du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une Commission consultative des marchés comprenant :

un fonctionnaire désigné par le Premier Ministre,

Président

le Trésorier-Payeur, Contrôleur Financier du F.I.D.E.S.

un fonctionnaire désigné par le Ministre Travaux Publics,

un fonctionnaire désigné par le Ministre des Finances

Membres

un fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Economie et du Plan,

un fonctionnaire désigné par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Pour chaque affaire, un rapporteur représentant le service qui la présente est adjoint à la Commission.

La Commission peut, pour l'étude de certaines affaires, faire appel à tout technicien ou expert dont elle jugera utile de recueillir l'avis.

ART. 2. — La Commission est appelée à formuler un avis :

a) sur toute modification à la réglementation sur les marchés de travaux, de services ou de fournitures;

b) sur les projets d'avis d'adjudication d'appel d'offres et de cahiers de clauses et conditions particulières;

c) sur tous les projets de marchés de travaux, de services ou de fournitures;

d) sur les projets d'avenant aux marchés cités à l'alinéa c) qui précède;

e) sur les demandes d'exonération de pénalités;

f) sur tous les problèmes qui lui sont soumis par un Ministre.

ART. 3. — Tout projet soumis à la Commission doit obligatoirement être assorti d'un rapport de présentation établi et signé par chacun des fonctionnaires ayant participé à son élaboration.

La Commission est tenue de proposer au Premier Ministre toute sanction appropriée lorsque l'examen d'un projet révèle une faute grave.

ART. 4. — La Commission se réunit à la diligence de son président. Elle doit faire connaître son avis sur les projets qui lui sont soumis dans un délai de dix jours.

ART. 5. — Les membres de la Commission ont voix délibérative. Les rapporteurs et les techniciens ou experts dont l'avis est recueilli n'ont que voix consultative. La Commission ne peut valablement délibérer que si quatre de ses membres au moins sont présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. 6. — Pour les marchés sur adjudication, la Commission prévue à l'article premier se transforme en Commission d'Adjudication.

ART. 7. — Pour les marchés sur appel d'offres, la Commission prévue à l'article premier se transforme en Commission de dépouillement des offres.

ART. 8. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment les articles 2, 3, 4, 32 de l'arrêté n° 506-50/F du 30 juin 1950 mo-

difié par les arrêtés n° 569-52/FM du 12 juillet 1952 et n° 796-54/F du 9 août 1954, et l'arrêté n° 13/PM du 29 octobre 1956.

ART. 9. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 19 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-26 du 19 décembre 1956 fixant la limite des Travaux et Fournitures dispensés de Marchés écrits.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 72/Cab. du 24 janvier 1947 fixant les clauses et conditions générales imposées aux Entrepreneurs de Travaux Publics;

Vu l'arrêté n° 506-50/F. du 30 juin 1950;

Vu l'arrêté n° 768-54/F. du 31 juillet 1954 fixant les clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et services;

Sur le rapport du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixée à un million de frs. CFA. la limite jusqu'à laquelle :

1°) Il peut être réglé des travaux sur simple mémoire, en application de l'article 5, paragraphe C du Cahier des Clauses et Conditions générales imposées aux Entrepreneurs de Travaux Publics rendu applicable par arrêté n° 72/CAB. du 24 janvier 1947.

2°) — Il peut être sur simple facture procédé à des achats ou exécuté des transports ou services, conformément à l'article 42, Chapitre V. Exception, du Cahier des Clauses et Conditions Générales applicables aux marchés de fournitures et services, en vertu de l'arrêté n° 768-54/F du 30 juin 1954.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment l'article 33 de l'arrêté n° 506-50/F du 30 juin 1950.

ART. 3. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 19 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-27 du 21 décembre 1956 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1955.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 566-50/APA. du 12 juillet 1950 créant la Commune-Mixte d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 152-55/SG. du 29 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1955;

Vu la délibération en date du 9 juin 1956 de la Commission Municipale de la Commune-Mixte d'Anécho;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1955 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de Quatre millions trois cent cinquante deux mille quatre cent cinquante (4.352.450) francs.

En dépenses à la somme de Trois millions cent treize mille soixante et onze (3.113.071) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de Un million deux cent trente neuf mille trois cent soixante et dix neuf (1.239.379) francs, somme qui a été inscrite en recettes et en dépenses au budget additionnel 1956.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles à la clôture de l'exercice 1955 et dont le montant s'élève à Trois cent quatre vingt dix huit mille quatre cent quarante deux (398.442) francs.

ART. 3. — Le Ministre de l'Intérieur sera chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-28 du 21 décembre 1956 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1955.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo,

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 802-53/AP. du 16 novembre 1953 portant création de la Commune-Mixte de Bassari;

Vu l'arrêté n° 76-55/SG, du 15 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1955;

Vu la délibération de la Commission Municipale de la Commune-Mixte de Bassari en date du 1^{er} août 1955;

Vu l'approbation du conseil des ministres;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1955 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes : à la somme de Deux millions huit cent douze mille trois cent quatre vingt (2.812.380) francs.

En dépenses : à la somme de Un million quatre cent vingt cinq mille six cent soixante dix (1.425.670) francs,

laissant apparaître un excédent de Un million trois cent quatre vingt six mille sept cent dix (1.386.710) francs, somme qui a été reportée au budget additionnel 1956.

ART. 2. — Sont annulés, faute d'emploi, les crédits restant disponibles à la clôture de l'exercice 1955, et dont le montant s'élève à Un million trois cent quatre vingt un mille cinq cent trente (1.381.530) francs.

ART. 3. — Le Ministre de l'Intérieur sera chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-29 du 21 décembre 1956 portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP, du 30 juillet 1951 portant création de la Commune-Mixte de Palimé;

Vu l'arrêté n° 151-55/SG, du 29 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955;

Vu la délibération de la Commission Municipale de la Commune de Palimé en date du 22 août et 3 octobre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes : à la somme de Quatre millions huit cent huit mille quatre cent quatre vingt treize (4.808.493) francs.

En dépenses : à la somme de Trois millions trois cent dix huit mille trois cent un (3.318.301) francs, laissant apparaître un excédent de Un million quatre cent quatre vingt dix mille cent quatre vingt douze (1.490.192) francs, qui est reporté au budget additionnel de l'exercice 1956.

ART. 2. — Sont annulés, faute d'emploi, les crédits restant disponibles à la clôture de l'exercice 1955 et dont le montant s'élève à Deux millions quatre vingt six mille deux cent quatorze (2.086.214) francs.

ART. 3. — Le Ministre de l'Intérieur sera chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-30 du 21 décembre 1956 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 566-50/APA, du 12 juillet 1950 créant la Commune-Mixte d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 152-55/SG, du 29 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1955;

Vu la délibération en date du 20 août 1956 de la Commission Municipale de la Commune d'Anécho;

Vu l'arrêté portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1955;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la Commune-Mixte d'Anécho pour l'exercice 1956 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Un million deux cent trente neuf mille trois cent soixante et dix neuf (1.239.379) francs.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur sera chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

N. GRUNITZKY

DECRET N° 56-31 du 21 décembre 1956 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 802-53/AP. du 16 novembre 1953 portant création de la Commune-Mixte de Bassari;

Vu l'arrêté n° 76-53/SG. du 15 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte de Lomé;

Vu la délibération de la Commission Municipale de la Commune-Mixte de Bassari en date du 1^{er} août 1956;

Vu l'arrêté portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la Commune-Mixte de Bassari pour l'exercice 1956 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Un million trois cent quatre vingt six mille sept cent dix (1.386.710) francs.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur sera chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome Togolaise.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-32 du 21 décembre 1956 portant approbation du budget additionnel de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP. du 30 juillet 1951 portant création de la Commune-Mixte de Palimé;

Vu l'arrêté n° 151-55/SG. du 29 janvier 1955 portant approbation du budget primitif de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955;

Vu la délibération de la Commission Municipale de la Commune-Mixte de Palimé en date du 22 août et 8 octobre 1956;

Vu l'arrêté portant approbation du compte administratif de la Commune de Bassari pour l'exercice 1955;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la Commune-Mixte de Palimé pour l'exercice 1955 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Un million cinq cent cinquante mille cinq cent soixante seize (1.550.576) francs.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur sera chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECRET N° 56-33 du 27 décembre 1956 portant modification au Règlement d'Exploitation et aux tarifs du Wharf de Lomé.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du ministre des T.P., Transports, Mines, Domaines et Transmissions;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 886-51/CFT. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du wharf de Lomé, et tous arrêtés ultérieurs ayant porté modification à ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 519/CFT. du 9 juin 1954 portant organisation du Service des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu le rapport en conseil du Réseau en date du 5 novembre 1956;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du Règlement d'Exploitation du Wharf de Lomé est complété par l'autorisation donnée au Chef du Service du Wharf de décider sans préavis la fermeture du Wharf lorsqu'il n'y a pas de bateau sur rade ayant demandé à travailler ou lorsqu'il n'y a pas de bateau annoncé.

ART. 2. — Les modifications suivantes sont apportées aux articles ci-après indiqués de Recueil des Tarifs du Wharf de Lomé :

articles 1 et 2 — modification du prix à percevoir auprès des voyageurs et visiteurs pour accès sur le Wharf et transport à bord des navires.

article 21 ter — modification du prix des billets collectifs pour le transport des manœuvres se rendant à bord des navires pour y travailler.

articles 31, 32, 32 ter — modification de la taxation des véhicules à nu, ou en caisse, de plus de 5 tonnes, ainsi que des fûts vides, et création d'une taxe de manutention pour produits ensachés passant en magasin.

article 46 bis — Suppression de cet article, remplacé par un article n° 48, portant création d'une taxe

forfaitaire à payer lorsqu'un navire, régulièrement annoncé, et pour lequel les grues ont été spécialement mises sous pression, ne se présente pas dans la demi-journée de travail prévue.

ART. 3. — Le détail des modifications apportées au Règlement d'Exploitation et aux Tarifs du Wharf de Lomé figure en annexe au présent décret.

ART. 4. — Le Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, des Domaines et des Transmissions, est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1^{er} janvier 1957, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 27 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Modification au Règlement d'Exploitation et aux Tarifs du Wharf

1^o — Le premier paragraphe de l'article 3 du Règlement d'Exploitation est complété comme suit :

Art. 3. — Le Wharf fonctionne normalement pendant les jours ouvrables de 7 heures à 17 heures, et le samedi de 7 heures à 12 heures.

Toutefois, s'il n'y a pas de bateau sur rade ayant demandé à travailler, ou s'il n'y a pas de bateau annoncé, le Chef du Service du Wharf pourra décider sans préavis la fermeture du Wharf. En conséquence les Compagnies de Navigation, Armateurs ou Consignataires devront par écrit, annoncer au Wharf l'arrivée de leur bateau 18 heures avant en précisant le tonnage à l'importation ou à l'exportation.

2^o — Les articles 1^{er} et 2, de la 2^e partie du Recueil des Tarifs du Wharf, relatifs aux prix à percevoir pour les « accès à bord ou accès au Wharf » sont modifiés comme suit :

Article premier. — Les prix à percevoir pour le transport des passagers ou visiteurs, du Wharf au navire ou du navire au Wharf sont fixés comme suit :

billet de passage simple 200 francs

billet de passage aller et retour . . . 300 francs

Ces 2 prix comprennent l'accès au Wharf.

Art. 2. — La circulation sur le Wharf peut être autorisée pendant les heures d'ouverture du Wharf. Le droit est fixé à 100 francs par personne.

Au-dessous de 5 ans, les enfants voyagent gratuitement.

Au-dessus de 10 ans, ils paient place entière.

3^o — Art. 21 *ter*.

Billets collectifs pour manœuvres se rendant à bord des navires pour travailler.

A) — Prix.

Il est délivré aux manœuvres se rendant à bord des navires pour travailler, par groupe de 10 personnes au minimum ou payant pour ce nombre, des billets collectifs au prix de 50 francs l'unité.

B) — Conditions d'application.

Les commerçants, les sociétés de commerce ou compagnies de navigation qui ont engagé les ouvriers et

désirent bénéficier du présent tarif spécial, doivent en faire la demande écrite au Chef de Service du Wharf, au plus tard deux heures avant le départ des ouvriers.

Cette demande doit indiquer le nombre d'ouvriers et le nom du navire sur lequel ils se rendent.

C) — Conditions de passage.

1^o — Le passage des ouvriers est effectué moyennant le paiement du prix des places. Ce paiement est constaté par la délivrance d'un billet collectif. Une fois le paiement effectué, il n'est plus admis aucune demande de remboursement pour les billets non utilisés, dont le prix reste irrévocablement acquis au Wharf.

2^o — Les manœuvres bénéficiant des conditions du présent tarif sont tenus d'effectuer le passage ensemble. Si, pour un motif quelconque, un ou plusieurs d'entre eux ne peuvent, soit à l'aller, soit au retour, prendre passage en même temps que les autres bénéficiaires, ils doivent se munir d'un billet ordinaire sur le prix duquel il n'est rien déduit.

3^o — Les outils, instruments et objets personnels des manœuvres porteurs de billets collectifs sont transportés gratuitement.

D) — Validité.

Les billets collectifs délivrés dans les conditions du présent tarif sont valables pendant toute la durée du stationnement du navire sur rade, mais ne peuvent être utilisés qu'une seule fois pour un aller et un retour.

4^o — Certains tarifs appliqués aux marchandises et produits à l'importation ou l'exportation, repris aux articles ci-après indiqués, sont modifiés comme suit :

Art. 31.

Les marchandises suivantes : ciment, chaux, fers de construction, fers ronds pour béton armé, fibro-ciment, tôles ondulées, sel en sac seront taxées à l'importation au prix de 990 francs la tonne indivisible.

Pour le ciment et le sel en sac cette taxe s'entend « marchandise livrée sur wagon sortant du Wharf ». Dans le cas de dépôt en magasin, il sera perçu une taxe supplémentaire de manutention fixée à 300 francs par tonne indivisible. Cette même taxe sera appliquée pour la mise en magasin de tous produits ensachés qui habituellement n'y passent pas.

Les véhicules automobiles seront taxés d'après les bases suivantes : a) véhicules automobiles sur pneumatiques, à nu ou en caisses, jusqu'à 5 tonnes inclus : par 100 kg indivisibles 110 francs.

b) — véhicules automobiles sur pneumatiques, à nu ou en caisses, de plus de 5 tonnes : par 100kg indivisibles 150 francs.

Art. 32.

Rayer :

Fûts vides en bois ou en métal

Art 32 *ter* — (création)

Les fûts vides en bois ou en métal, seront taxés, à l'importation comme à l'exportation, aux prix suivants :

a) — Fûts vides de capacité égale au plus à 200 litres :

prix ferme : l'unité 55 francs.

b) — Fûts vides de capacité supérieure à 200 litres :

prix ferme : l'unité 185 francs.

5° — L'article 46 bis, intitulé « Conditions d'application du travail du Wharf les dimanches et jours fériés et les jours ouvrables en dehors des heures réglementaires » est supprimé et remplacé par l'article n° 48 ci-après :

Art 48 — Fausses manœuvres

Tout navire annoncé régulièrement conformément au 2^e alinéa de l'article 3 du Règlement d'Exploitation du Wharf, et aux articles 35 et suivant des Tarifs particuliers, et pour lequel les grues ont été spécialement mises sous pression, est redevable, s'il ne se présente pas dans la demi-journée de travail comptée avant ou après-midi (12 heures) d'une taxe fixée forfaitairement par demi-journée à :

10.000 francs pour les jours ouvrables

15.000 francs les samedis après-midi, dimanches et jours fériés.

De plus, si pour un navire ayant été annoncé comme devant arriver « dans la nuit » ou « à l'aube », les grues ont été allumées spécialement avant 7 heures, ce navire restera redevable, qu'il soit présent ou non, des sommes correspondant à l'heure supplémentaire comptée de 6 à 7 heures, pour chaque grue allumée.

6° — Par suite du nouveau mode de taxation des fûts vides (article 32 ter nouveau), la dénomination fûts vides en bois ou en métal est à rayer de la table des marchandises considérées comme encombrantes, figurant en annexe à la fin du Recueil des Tarifs.

DECRET N° 56-34 du 27 décembre 1956 modifiant certaines dispositions de l'Instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières appartenant à la République Autonome du Togo.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'Instruction du 1^{er} janvier 1939 portant règlement sur la comptabilité générale des matières appartenant au Togo;

Vu le rapport de M. le Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions et le procès-verbal de déclassement joint;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 38 du chapitre VI — paragraphe 3 de l'Instruction sur la comptabilité gé-

nérale des matières appartenant au Togo, du 1^{er} janvier 1939, est modifié comme suit :

Cession à des particuliers

La majoration de 25 % n'est pas applicable aux cessions faites aux particuliers pour tout ce qui concerne les articles, objets et matières déclassées à la nomenclature 18 de l'Instruction précitée.

ART. 2. — Le présent décret est rendu applicable pour compter de la date de sa signature.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 21 décembre 1956.

Nicolas GRUNITZKY.

DECRET N° 56-35 du 27 décembre 1956 portant approbation de modifications au Budget de la Circonscription de Tabligbo, Exercice 1956.

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 271-56/F. en date du 26 mars 1956, portant approbation du budget primitif de la circonscription de Tabligbo, Exercice 1956;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de circonscription de Tabligbo en date du 26 novembre 1956;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres, articles et paragraphe ci-après du Budget de la Circonscription de Tabligbo, Exercice 1956.

CHAPITRE II

Service d'Administration Générale (Pers.)

Art. 1 — Personnel des bureaux

Parag. 3 — Personnel journalier 21.600

Parag. 5 — Remises aux Chefs et aux col-
lecteurs 26.813

Art. 2 — Conseil de circonscription

Parag. 1 — Indemnité de sessions 48.960

Art. 3 — Primes aux agents de l'état civil

Parag. 1 — Primes aux agents de l'état civil 16.000

Art. 4 — Tribunaux

Parag. 1 — Indemnités aux présidents, se-
crétaires et assesseurs 7.000

CHAPITRE III

Service d'Administration Générale (Matériel)

Art. 1 — Dépenses de matériel de bureaux

Parag. 1 — Fournitures de bureau et impri-
més 10.000

Parag. 2 — Achat et entretien du mobilier 10.000

Art. 4 — Tribunaux

Parag. 1 — Fournitures de bureau 6.000

Parag. 2 — Achat et entretien du mobilier 5.000

CHAPITRE IV

Service des Travaux Régionaux

Art. 1 — Dépenses de personnel

Parag. 4 — Indemnités de tournées . . . 12.520

CHAPITRE VI

Services Sociaux (Personnel)

Art. 2 — Santé

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 84.300

CHAPITRE VIII

Dépenses Diverses

Art. 2 — Secours aux indigents . . . 22.000

Art. 4 — Subventions . . . 50.000

Total des crédits annulés . . . 319.893

ART. 2. — Sont approuvées les ouvertures de crédits supplémentaires aux chapitres, articles et paragraphes ci-après du budget de la circonscription de Tabligbo, Exercice 1956 :

CHAPITRE IV

Services des Travaux Régionaux

Art. 1 — Dépenses de personnel

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 119.893

CHAPITRE IX

Dépenses de travaux

Art. 2 — Grosses réparations aux bâtiments . . . 110.000

Art. 5 — Entretien des routes et ponts . . . 90.000

Total des crédits ouverts . . . 319.893

ART. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 27 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances p.i.,

A. MEATCHI

DECRET N° 56-36 du 27 décembre 1956 portant approbation de modifications au budget primitif de la Circonscription d'Anécho. Exercice 1956.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 270/R. du 26 mars 1956 portant approbation du budget primitif de la circonscription d'Anécho, Exercice 1956;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de circonscription d'Anécho en date du 27 novembre 1956;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget de la Circonscription d'Anécho, Exercice 1956.

CHAPITRE II

Service d'administration générale

Art. 1 — Personnel des bureaux

Parag. 3 — Personnel journalier . . . 100.000

Parag. 5 — Remises aux Chefs et aux col-
lecteurs . . . 85.000

Art. 2 — Conseil de Circonscription

Parag. 1 — Indemnité de sessions . . . 100.000

Art. 4 — Tribunaux.

Parag. 1 — Indemnité aux présidents,
secrétaires, assesseurs . . . 40.000

CHAPITRE III

Service d'administration générale

Art. 1. — Dépenses de matériel des bureaux

Parag. 2 — Achat et entretien du mobi-
lier . . . 25.000

Art. 2. — Conseil de Circonscription.

Parag. 2. — Achat et entretien du mobi-
lier . . . 16.000

Art. 3. — Etat Civil.

Parag. 2. — Achat et entretien du mobi-
lier . . . 30.000

Art. 4. — Tribunaux.

Parag. 2. — Achat et entretien du mobi-
lier . . . 10.000

CHAPITRE VI

Service de l'Enseignement et des Sports

Art. 1. — Dépenses de personnel

Parag. 3. — Personnel journalier . . . 60.000

CHAPITRE X

Dépenses diverses

Art. 4. — Subventions . . . 10.000

Art. 5. — Dépenses éventuelles . . . 10.000

CHAPITRE XI

Dépenses de Travaux

Art. 4. — Alimentation en eau . . . 200.000

Total des annulations . . . 686.000

ART. 2. — Sont approuvées à ce même budget les ouvertures de crédits suivantes :

CHAPITRE II

*Service d'administration générale
(Personnel)*

Art. 3. — Etat Civil.

Parag. 1. — Primes aux agents de l'état
civil . . . 25.000

CHAPITRE III

Service d'administration générale
(Matériel)

Art. 1. — Dépenses de matériel des bureaux

Parag. 1. — Fournitures de bureau et imprimés 30.000

Parag. 3. — Moyens de transport 200.000

Art. 5. — Etablissement pénitentiaire . . . 100.000

CHAPITRE XI

Dépenses de Travaux

Art. 5. — Entretien des routes et ponts, 331.000

Total des ouvertures de crédits . . . 686.000

ART. 3. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 27 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

Le ministre des finances p.i.,
A. MEATCHI.

ARRETE N° 42/PM du 18 décembre 1956 portant réorganisation du Centre d'Apprentissage Agricole de Tové.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 550 du 23 septembre 1938 réorganisant le Service de l'Agriculture du Togo;

Vu l'arrêté n° 677-49/E. du 26 août 1949 rendant exécutoire la délibération n° 52-49/E. de l'Assemblée Représentative du Togo portant création de Centres d'Apprentissage Agricole dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 720/CP. du 16 août 1956 fixant le statut particulier du cadre local des moniteurs de l'Agriculture du Togo;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 677-49/E. du 26 août 1949 qui est remplacé par le présent arrêté.

ART. 2. — L'Enseignement Agricole est organisé au Togo par le Service de l'Agriculture avec le concours de la Direction de l'Enseignement et des divers services techniques.

Le Service de l'Enseignement apporte son concours au Service de l'Agriculture en ce qui concerne l'enseignement général, les examens et le recrutement des candidats.

ART. 3. — Les programmes d'enseignement général sont établis par le Service de l'Agriculture en liaison avec la Direction de l'Enseignement.

Le programme d'enseignement technique est établi par le Service de l'Agriculture, et en liaison avec les Services de l'Elevage et des Eaux et Forêts en ce qui concerne les parties qui les intéressent.

ART. 4. — Le Centre d'Apprentissage Agricole de Tové a pour objet la formation des chefs d'équipe, des surveillants de cultures, des cultivateurs ouverts aux techniques d'exploitation rationnelle, des moniteurs d'agriculture et d'une partie des infirmiers vétérinaires et des préposés des Eaux et Forêts.

ART. 5. — Le Centre d'Apprentissage Agricole de Tové assure en 3 ans la préparation au Certificat d'Aptitude Professionnelle Agricole.

TITRE PREMIER

Recrutement

ART. 6. — Les élèves du Centre d'Apprentissage Agricole de Tové sont recrutés au concours parmi les titulaires du C.E.P.E. âgés de 15 ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du concours, une dispense d'un an au plus pourra être accordée par décision du Ministre de l'Agriculture, sur avis favorable du Chef du Service de l'Agriculture.

Les candidats doivent produire :

1° — une demande d'inscription sur papier libre, adressée au Ministre de l'Agriculture précisant leur domicile pour convocation éventuelle.

2° — un bulletin de naissance ou toute pièce administrative en tenant lieu.

3° — un certificat médical spécifiant la taille et le poids du candidat et attestant qu'il n'est atteint ni d'affection tuberculeuse, ni d'aucune maladie ou infirmité susceptible de le rendre inapte au service actif et qu'il a subi avec succès les vaccinations réglementaires. Les candidats admis seront soumis, à leur arrivée au Centre d'Apprentissage Agricole, à une contre-visite médicale complète.

4° — une copie certifiée du C.E.P.E.

5° — un certificat de bonne conduite, délivré par le Directeur de l'école où le candidat a accompli sa dernière année d'études, comportant des indications précises sur son caractère et ses aptitudes.

6° — un engagement de suivre en entier le cycle des études prévues dans le Centre d'Apprentissage Agricole et d'accepter à leur sortie de servir pendant 10 ans, sauf cas de force majeure, soit dans un poste désigné par l'Administration (admission dans un cadre, dans les organismes publics, semi-publics ou privés contrôlés par l'Administration) soit dans des secteurs d'activité agricole du Territoire.

Si les élèves sont renvoyés du Centre d'Apprentissage Agricole pour un motif disciplinaire ou s'ils quittent les emplois désignés ci-dessus avant l'expiration de l'engagement, ils sont tenus de rembourser les frais d'études et d'entretien qu'ils ont occasionnés au Territoire.

Si l'Administration ne peut proposer aucun emploi aux élèves diplômés ceux-ci se trouveront déliés de leur engagement.

L'engagement est signé par le candidat et approuvé par le père ou le tuteur dont la signature doit être légalisée.

Toutes ces pièces doivent avoir moins de trois mois de date.

Les candidats admis à concourir sont informés par convocation individuelle remise par l'intermédiaire du Chef de Circonscription Administrative où se trouve le domicile du candidat.

ART. 7. — Le concours d'admission a lieu chaque année à une date et dans les centres fixés par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition du Chef du Service de l'Agriculture.

La décision est prise 3 mois au moins avant la date des épreuves; elle fixe le nombre de places mises au concours.

ART. 8. — Les épreuves du concours, dont les sujets du niveau du C.E.P.E. sont choisis par le Directeur de l'Enseignement comprennent :

1^o — une dictée tenant également lieu d'épreuve d'écriture et suivie de 3 questions d'explication française sur le texte de la dictée.

Durée	: 1 heure	
Coefficient	: 1	20

2^o — une composition française

Durée	: 1 heure	
Coefficient	: 2	40

3^o — une composition de calcul comportant obligatoirement 2 problèmes dont un sur les surfaces.

Durée	: 1 heure	
Coefficient	: 4	80

4^o — une composition de sciences physiques et naturelles.

Durée	: 1 heure 30	
Coefficient	: 3	60

200

ART. 9. Le texte de chaque sujet d'épreuves est placé dans une enveloppe portant indication de la matière faisant l'objet de l'épreuve. Les quatre enveloppes destinées à un même centre d'examen, sont ensuite placées sous pli unique cacheté, adressé au Président de la Commission pour chaque centre d'examen par l'intermédiaire du Chef de Circonscription Administrative qui le lui remet le jour du concours.

ART. 10. — Les Commissions d'examen sont nommées pour chaque centre par le Chef de Circonscription Administrative intéressée. Elles comprennent :

Le Chef de Circonscription Administrative ou son délégué *Président*

Le Directeur de l'Ecole Officielle du lieu ou son délégué

Le Chef de la Circonscription Agricole ou son délégué

Un Délégué à l'A.L.T. ou un Notable Togolais désigné par l'A.L.T.

Membres

ART. 11. — La correction des épreuves et le classement sont effectués par une Commission qui se réunit à la Direction du Service de l'Agriculture du Territoire sur convocation de son Président.

Cette Commission est constituée par décision du Ministre de l'Agriculture sur proposition du Directeur de l'Enseignement et du Chef du Service de l'Agriculture. Elle comprend :

Le Directeur de l'Enseignement ou son délégué *Président*

Le Chef du Service de l'Agriculture ou son délégué

Le Chef du Bureau du Personnel ou son délégué

3 Professeurs ou Instituteurs ayant corrigé les épreuves.

1 Délégué de l'A.L.T.

Membres

ART. 12. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20; la note est portée sur chaque copie. Le nombre minimum de points exigés pour l'admission est de 100. La note 0 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération de la commission du classement. A l'issue de ces travaux, la commission établit deux listes de candidats par ordre de mérite, qui sont adressées au Ministre de l'Agriculture en même temps que les compositions et le procès-verbal de la séance.

La 1^{re} liste (A) comportera les candidats admissibles originaires des Cercles de Lomé, Tsévié, Aného, Klouto et Atakpamé, et la 2^e (B) les candidats admissibles originaires des Cercles de Sokodé, Lama-Kara, Bassari, Mango, Dapango.

ART. 13. — Sur proposition du Chef du Service de l'Agriculture, le Ministre de l'Agriculture arrête la liste des candidats admis, cette liste comportant en nombre égal des candidats de la liste A et des candidats de la liste B, ainsi qu'une liste supplémentaire. En cas de défaillance de candidats admis le Ministre de l'Agriculture peut prononcer l'admission des suivants de la liste supplémentaire par ordre de mérite, dans les conditions prévues à l'article 12.

ART. 14. — La durée de la scolarité est de 3 ans.

La date de début de l'année scolaire est fixée chaque année par le Chef du Service de l'Agriculture sur proposition du Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole.

TITRE II

Programme

ART. 15. — Le programme et la répartition générale des matières enseignées font l'objet d'une annexe au présent arrêté.

La répartition mensuelle des matières du programme sont arrêtées chaque année par le Directeur et approuvées par le Chef du Service de l'Agriculture.

Le Directeur du Centre d'Apprentissage pourra faire assurer, sous forme d'une section spéciale la préparation du concours d'admission aux collèges techniques d'Agriculture. Mais cette préparation ne doit pas occuper plus de deux heures par semaine, de l'horaire normal.

ART. 16. — L'enseignement agricole pratique est donné sur la Ferme de Tové suivant un programme tracé par le Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole.

Les travaux pratiques sont conduits par le personnel chargé des cours théoriques correspondants et donnent lieu à attribution d'une note de travaux pratiques.

ART. 17. — Les cours théoriques doivent être terminés pendant les 2 premières années d'études à l'issue desquelles les élèves choisissent d'après leur classement et dans la limite des places offertes, leur spécialisation ultérieure.

La troisième année est une année de stage.

Le programme de cette année d'études est le suivant :

1° — Stages dans au moins 2 établissements du service, ainsi qu'éventuellement sur toute autre exploitation publique ou privée à partir du 16 août.

La durée et les conditions de stage sont fixées par les Chefs des Services intéressés.

Les élèves en stage sont placés sous l'autorité du Directeur de l'établissement intéressé, il leur est attribué une note qui est la moyenne donnée par le Directeur de cet établissement et celle donnée au rapport que chaque élève doit obligatoirement présenter à l'issue des stages par le Représentant à l'Ecole du service intéressé.

2° — La rédaction et la présentation des rapports de stage ont lieu fin mars.

3° — Les mois d'avril, mai et juin sont consacrés aux révisions préparatoires au C.A.P.A.

ART. 18. — Au cours de leurs trois années d'études les élèves subissent des examens trimestriels dont les épreuves portent sur les matières enseignées au cours du trimestre et dont le détail est fixé par le Directeur en conseil des maîtres.

A la fin de chaque trimestre le conseil des maîtres établit le classement par ordre de mérite des élèves de chaque promotion. La note moyenne attribuée à chaque élève est la résultante des notes de composition et de classe, des notes de travaux pratiques, de la note de conduite, de la note d'aptitude, affectées des coefficients indiqués au tableau joint en annexe.

Les notes de conduite et d'aptitude sont données après délibération du conseil des maîtres.

La moyenne annuelle résulte de la moyenne des notes trimestrielles affectées des coefficients figurant à l'Annexe.

Les élèves dont la moyenne est inférieure à 10/20 sont licenciés. A titre exceptionnel, sur proposition motivée du conseil des maîtres, ces élèves peuvent être autorisés par décision du Ministre de l'Agriculture à redoubler l'année.

ART. 19. — A chaque élève est attribué un carnet de notes qui le suit pendant toute sa scolarité et sur lequel figurent les notes trimestrielles et annuelles obtenues pour chaque matière donnant lieu à l'enseignement, les notes trimestrielles de conduite et d'aptitude, ainsi que les appréciations des maîtres et du Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole.

A la fin de chaque trimestre et en fin d'année scolaire un bulletin de notes est adressé aux familles.

Chaque trimestre, les élèves ayant obtenu une note de conduite au moins égale à 16, une note trimestrielle au moins égale à 14, sans qu'aucune moyenne soit inférieure à 7 sont inscrits au tableau d'honneur du Centre d'Apprentissage Agricole.

ART. 20. — Les études sont sanctionnées par le Certificat d'Aptitude Professionnel Agricole.

Les élèves non diplômés peuvent obtenir un certificat de scolarité qui est délivré par le Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole.

ART. 21. — Les candidats déclarés admissibles au Centre d'Apprentissage Agricole qui ne consentent pas à souscrire l'engagement décennal prévu à l'article 6 peuvent être admis au titre d'élèves libres.

Les élèves libres sont tenus au remboursement de leurs frais d'entretien. La pension est payable trimestriellement et d'avance. Le montant est fixé chaque année par décision du Ministre de l'Agriculture prise sur proposition du Chef du Service de l'Agriculture. Des bourses scolaires exclusives de toutes primes, ou indemnité d'aucune sorte, peuvent être attribuées aux élèves libres méritants.

ART. 22. — Des auditeurs libres peuvent être admis à suivre l'enseignement donné au Centre d'Apprentissage Agricole. L'admission est fixée chaque année par décision prise par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du Chef du Service de l'Agriculture.

Les candidats doivent remplir les conditions fixées à l'article 6. Ils doivent adresser un mois avant la date du concours :

1° — une demande d'admission rédigée sur papier libre, signée du candidat et indiquant son domicile, où lui sera notifiée éventuellement la décision d'admission le concernant;

2° — un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu;

3° — un certificat médical attestant que le candidat est en bonne santé, apte à un service actif et qu'il a reçu les vaccinations réglementaires;

4° — une copie de la fiche scolaire et des diplômes dont est pourvu le candidat.

Toutes ces pièces doivent avoir moins de 3 mois de date.

ART. 23. — Pour les candidats libres, le régime est l'externat. Il ne peut être exercé aucun contrôle sur la conduite des auditeurs libres hors de l'enceinte de l'Ecole, sauf pendant la durée des exercices d'enseignement.

Les études des auditeurs sont sanctionnées par un certificat de scolarité. Ce certificat est délivré par le Directeur de l'Ecole sur avis du conseil des maîtres, à tous les auditeurs libres qui ont suivi régulièrement l'enseignement pendant les trois années scolaires.

ART. 24. — Les élèves du Centre d'Apprentissage Agricole bénéficieront de la sortie libre aux heures réglementaires, les dimanches et les jours fériés.

A Noël et à Pâques, les élèves qui en feront la demande pourront se rendre à leurs frais dans leur famille, la durée d'absence totale ne devant jamais excéder une semaine. En fin d'année les élèves bénéficieront par roulement d'un mois de congé, les dates étant fixées par le Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole de telle façon que la moitié de chaque promotion reste présente au Centre d'Apprentissage Agricole.

En cas de maladie, les élèves peuvent obtenir un congé de maladie ou de convalescence qui sont accordés, sur avis du médecin de la Subdivision Sanitaire de Klouto, par le Chef du Service de l'Agriculture pour des congés de moins de 8 jours, par le Ministre de l'Agriculture pour plus de 8 jours.

ART. 25. — Le régime de l'Ecole pour les élèves réguliers et pour les élèves libres est l'internat.

Un règlement intérieur arrêté par le Chef du Service de l'Agriculture sur proposition du Directeur de l'Ecole, fixe les obligations des élèves.

ART. 26. — Les manquements à la discipline ou un travail insuffisant sont sanctionnés par les punitions suivantes :

1^o — la consigne avec tâche, infligée par le Directeur ;

2^o — la réprimande infligée par le Directeur ;

3^o — le blâme avec inscription au dossier infligé par le Directeur après avis du conseil des maîtres.

ART. 27. — En ce qui concerne le régime d'internat, la nourriture, le logement, les vêtements, les élèves sont soumis aux règlements intérieurs de l'Ecole établis par le Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole et approuvés par le Chef du Service de l'Agriculture.

ART. 28. — Il est tenu à jour :

1^o — un registre matricule des maîtres et des élèves ;

2^o — un registre d'appel par classe ;

3^o — les registres réglementaires de comptabilité ;

4^o — le fichier des élèves ;

5^o — un registre des procès-verbaux des séances du conseil des maîtres et du conseil de perfectionnement ;

6^o — le catalogue de la bibliothèque ;

7^o — un registre de la correspondance à l'arrivée et au départ.

TITRE III

Certificat d'aptitude professionnelle agricole

ART. 29. — L'examen pour l'obtention du C.A.P.A. prévu à l'article 20 du présent arrêté a lieu à l'issue de la 3^e année d'enseignement du Centre d'Apprentissage Agricole, à une date qui est fixée par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du Chef Service de l'Agriculture.

La Commission de correction est constituée par décision du Ministre de l'Agriculture sur proposition du Chef du Service de l'Agriculture.

Elle comprend :

Le Chef du Service de l'Agriculture ou son délégué *Président*

Un Instituteur du cadre commun supérieur désigné par le Directeur de l'Enseignement

Un Ingénieur du cadre général des Services de l'Agriculture

Deux Délégués à l'A.L.T. désignés par le Ministre de l'Agriculture.

Membres

ART. 30. — Les épreuves du C.A.P.A. portent sur l'ensemble des programmes d'enseignement théorique, technique et pratique du Centre d'Apprentissage Agricole. Il s'y ajoute la moyenne des notes obtenues en cours de scolarité ainsi que la note de stages pratiques et d'aptitudes au commandement attribuée par le conseil des maîtres de l'établissement.

Les épreuves sont déterminées conformément au tableau :

	DURÉE	COEFFICIENT	NOTE ÉLIMINATOIRE INFÉRIEURE A
A. — Épreuves écrites :			
Orthographe	1 h. 30	1	5/20
Compte-Rendu Agricole	1 h. 30	2	5/20
Agriculture	1 h. 30	3	
B. — Épreuves pratiques :			
Arpentage	2 h. 00	2	5/20
Agriculture, Zootechnie ou Forêts	0 h. 30	3	5/20
Vulgarisation agricole	0 h. 45	2	5/20
C. — Notes scolaires :			
Moyenne de notes de classe (1 ^{re} et 2 ^e année)		3	
Notes de stages et d'aptitude au commandement (3 ^e année)		4	
Total		20	

Les épreuves écrites dont les sujets sont choisis par le Chef du Service de l'Agriculture en liaison, pour les matières d'enseignement général avec le Directeur de l'Enseignement d'Académie, comprennent :

une dictée d'une dizaine de lignes suivie de 3 questions portant sur l'intelligence du texte;

un compte-rendu à caractère agricole (de tournée, de travail, de prospection);

et en liaison avec les Chefs des Services de l'Elevage et des Eaux et Forêts :

une épreuve d'agriculture théorique comportant trois questions sur le programme du Centre d'Apprentissage Agricole : Agriculture générale, Agriculture spéciale, protection des végétaux, technologie, zootechnie, sylviculture, conservation des sols, pisciculture, crédit mutualité et coopération, conditionnement des produits, génie rural, cette épreuve à caractère général devant permettre de juger du degré d'assimilation de l'enseignement reçu du sens pratique du candidat en limitant le facteur mémoire.

Les épreuves pratiques comprennent :

une épreuve d'arpentage, résolution d'un problème simple mais classique d'arpentage sur le terrain;

une épreuve d'agriculture de zootechnie ou forestière, portant sur les matières étudiées au cours des travaux pratiques. Des questions orales pourront être posées au candidat au cours de l'exécution du travail;

un exposé concernant la vulgarisation agricole dans le cadre de l'Agriculture togolaise faisant jouer l'intelligence du candidat sa connaissance du milieu rural, son aptitude à se mettre à la portée d'un auditoire déterminé (paysans, enfants des écoles, nobles, etc...).

Cette épreuve durera 0 h. 45 dont 0 h. 15 de préparation sur place.

ART. 31. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20. Le nombre minimum de points exigés pour l'admission est de 200. La note 5 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération de la commission.

A l'issue de l'examen, la commission établit la liste par ordre de mérite des candidats.

Il est délivré à tous les candidats ayant obtenu au moins la moyenne exigée le C.A.P.A., un diplôme faisant mention de la moyenne obtenue au classement.

TITRE IV

Personnel

ART. 32. — Le personnel placé sous l'autorité immédiate du Chef du Service de l'Agriculture comprend :

1° — un Directeur choisi parmi les agents du cadre général de l'Agriculture et qui assurera cumulativement la Direction de la Station Agricole de Tové;

2° — un Economiste chargé de cours techniques, Adjoint au Directeur, choisi parmi les agents du cadre des Ingénieurs des Travaux Agricoles et Forestiers, faisant fonction de surveillant général;

3° — un Chargé des cours de zootechnie, choisi parmi les Agents du cadre des Vétérinaires Africains. Le contrôle pédagogique de cet Agent est du ressort du Chef du Service de l'Elevage;

4° — un Chargé des cours de sylviculture, conservation des sols et pisciculture choisi parmi les Officiers des Eaux et Forêts. Le contrôle pédagogique de cet Agent est du ressort du Chef du Service des Eaux et Forêts;

5° — un Chargé de cours d'instruction générale choisi parmi les Instituteurs du cadre supérieur. Le contrôle pédagogique de cet Instituteur est du ressort de l'Inspecteur Primaire de la Circonscription qui adresse copie de son rapport d'inspection au Chef du Service de l'Agriculture;

6° — un Moniteur de travaux agricoles choisi parmi les Moniteurs du Togo;

7° — le Chef de la Circonscription Agricole de Klouto sera en entente avec le Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole chargé de certains cours techniques.

Le personnel du Centre d'Apprentissage Agricole est désigné par le Ministre de l'Agriculture sur proposition du Directeur de l'Enseignement en ce qui concerne le chargé de cours d'instruction générale, du Chef du Service de l'Elevage en ce qui concerne le chargé de cours de zootechnie, du Chef du Service des Eaux et Forêts en ce qui concerne le chargé des cours de sylviculture, conservation des sols et pisciculture.

TITRE V

Conseil des maîtres

ART. 33. — Le personnel enseignant de l'Ecole, réuni pour délibérer sous la présidence du Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole prend le nom de conseil des maîtres.

Il se réunit à la fin de chaque trimestre et chaque fois que les circonstances l'exigent sur convocation de son Président qui en fixe l'ordre du jour; un secrétaire de séance est nommé qui établit un procès-verbal de la réunion.

Le conseil des maîtres donne son avis sur toutes les questions d'ordre matériel et éducatif intéressant l'Ecole. Il prend toutes mesures concernant la discipline générale et intérieure, arrête les notes trimestrielles et les classements des élèves.

Le conseil des maîtres établit une fiche pour chaque élève faisant mention des aptitudes de l'élève et de son comportement.

TITRE VI

Conseil de perfectionnement

ART. 34. — Il est constitué un conseil de perfectionnement de l'Ecole qui comprend, sous la présidence du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts :

Le Chef du Service de l'Agriculture ou son délégué;

Le Directeur de l'Enseignement ou son délégué;

Le Chef du Service de l'Elevage ou son délégué;

Le Chef du Service des Eaux et Forêts ou son délégué;

Un Représentant de la Chambre de Commerce et d'Agriculture;

Un Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole;

Un Représentant de l'A.L.T. désigné par son Président;

Un Représentant des anciens élèves.

Le Conseil de perfectionnement se réunit sur convocation de son Président, une fois en session ordinaire au cours du 3^e trimestre scolaire et, en session extraordinaire, chaque fois qu'il est nécessaire.

Le Directeur du Centre d'Apprentissage Agricole remplit les fonctions du secrétaire.

Il est rendu compte au Conseil de perfectionnement de la gestion administrative et de la marche générale du Centre.

Le Conseil de perfectionnement donne son avis sur toutes les questions d'ordre matériel et éducatif intéressant le Centre, il met des vœux au sujet des modifications et améliorations à apporter à l'organisation générale du Centre d'Apprentissage Agricole et recherche des débouchés pour les diplômés.

Il est dressé un procès-verbal de chaque séance.

TITRE VII

Débouchés

ART. 35. — Les élèves ayant obtenu une moyenne supérieure à 15/20 en 1^{re} et 2^e année du Centre

d'Apprentissage Agricole sont autorisés à se présenter au concours d'entrée aux collèges techniques de l'A.O.F. Dans la limite de deux par an, les élèves reçus seront boursiers du Territoire. Les autres élèves reçus à ce concours pourront au choix continuer, à leurs frais la 3^e année du Centre d'Apprentissage Agricole.

ART. 36. — Les élèves ayant obtenu une moyenne comprise entre 13 et 15/20 au C.A.P.A. pourront être recrutés dans la limite des places disponibles et dans la spécialisation choisie à la fin de la deuxième année dans le cadre des Moniteurs de l'Agriculture, des Infirmiers Vétérinaires et des Préposés des Eaux et Forêts.

Le nombre des places disponibles est fixé chaque année par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

ART. 37. — Les élèves dont la moyenne au C.A.P.A. est comprise entre 10 et 13/20 pourront être recrutés comme Surveillants ou Chefs d'équipe dans la limite des besoins du territoire, étant entendu que les organismes privés ou semis privés, tels que les coopératives, les instituts de recherches, etc... pourront recruter une fois les besoins du territoire satisfaits.

ART. 38. — Les Ministres de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts et de l'Instruction Publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1956.

N. GRUNTZKY.

ANNEXE

HORAIRE, PROGRAMME ET COEFFICIENTS

1 ^o — Enseignement Général	PAR SEMAINE PENDANT 2 MOIS		
	1 ^{re} ANNÉE	2 ^{me} ANNÉE	3 ^{me} ANNÉE
Français	4	3	2
Mathématiques	3	2	3
Sciences	3	2	3
Géographie — Histoire	1	1	
	11	8	8
2 ^o — Enseignement Technique			
Agriculture générale	3		2
Agriculture spéciale, horticulture, arboriculture		5	4
Protection des végétaux		2	1
Topographie et Arpentage	1	2	1
Zootéchnie	1	1	1
Crédit, Mutualité, Coopération, Economie Rurale		1	1
Règlementation, Conditionnement		1	1
Sylviculture, Pisciculture, Conservation des sols		1	1
	5	13	11
Travaux manuels et Travaux pratiques agricoles applications et zootéchniques et forestiers	20	20	10
Total général	36	41	29

Le programme, la répartition des matières et les horaires sont établis par le Directeur du Centre d'Apprentissage.

1^o — Enseignement Général

a) — Français :

Lecture, choix de textes. On consolidera méthodiquement les connaissances acquises et continuera les exercices.

Emploi des propositions, du subjonctif, du conditionnel, propositions étude orthographique de textes, étude de mots d'un texte. Rédactions, correspondances, rapports, compte-rendu.

b) — Mathématiques : Géométrie (1^{re} année)

Droite : point, angle, mesure des angles, vernier, équerre, emploi du compas.

Parallélogramme : (losange, carré, rectangle, trapèze).

Périmètre : aires, unités de surfaces, unités agraires, conversions.

Triangles : aires, hauteur, sommes des angles, construction des triangles rectangles, isocèles, équilatéraux.

Circonférences : longueur, aire du cercle. Figures égales et semblables, agrandissement et réduction, échelle, proportion, rapports.

Parallélépipède rectangle : volume, capacité, cube, prisme droit, cylindre, pyramide, cône, sphère.

Terrasses arroyés : partage de terrains, rectification de limite, bornage, échanges, intervalles, établissements de plantations.

Arithmétique 1^{re} année

Numération décimale : Mesures, longueur, poids addition, soustraction.

Multiplication : racine carrée, division.

Nombres complexes : quatre opérations sur ces nombres.

Règles de 3 — fractions, propriétés — quatre opérations.

Rendement : prix de revient, bénéfice, pourcentage, intérêt, placement d'argent.

Moyenne : dosages, mélanges.

Mouvement uniforme, vitesse, temps.

Initiation à l'algèbre : équations du 1^{er} degré.

Sommes et différences algébriques.

1^o — Etablissement de plantation;

2^o — Amélioration foncière, engrais;

3^o — Machines agricoles, véhicules, transports;

4^o — Main-d'œuvre;

5^o — Bâtiments d'exploitation;

6^o — Météorologie;

7^o — Spéculations animales.

c) — Sciences physiques : (1^{re} année)

Magnétisme : Boussole
Dilatation : Thermomètre
Notions de force : Pesanteur, machines simples (levier) — Balances.

Notions de chaleur — Fusion — Solidification, vaporisation, ébullition, vapeur d'eau atmosphérique, hygrométrie, rosée, nuages, pluie. Dissolution : Cristallisation, osmose, filtration capillarité.

Verticale : Contre de gravité, équilibre.

Vases communicants : niveau, pompes — Notion de travail et de puissances.

Physique : (2^e année)

Révision chaleur

Révision statistique des fluides.

Principe d'Archimède, densimétrie et densimètre.

Transmission du mouvement : machine à vapeur.

Moteur à explosion, moulin à vent, hydraulique.

Propagation de la lumière : réfraction, lentilles, loupes, microscopes.

Composition des forces : unités mécaniques.

Etude de quelques machines agricoles : Tracteurs notamment.

Chimie : (1^{re} année)

Corps simples, corps composés : mélanges, combinaisons, air, eau.

Carbone : métalloïdes, anhydrides, fonction acide.

Calcium : métaux, oxydes basiques, fonction basique.

Carbonate de calcium. Sols.

Propriétés de l'air et de l'oxygène;

Combustion; respiration, réduction;

Propriétés de l'eau; eaux naturelles, purifiantes, hydrogène.

Charbons naturels, artificiels, anhydrides, carbonate de calcium, oxyde de carbone.

Soufre : anhydride, acide sulfurique, chlorure de sodium : acide chlorhydrique; chlore.

Azote; ammoniacque, acide nitrique, phosphore; Fer; fonte, acide, cuivre, aluminium.

Lois de la chimie générale, nomenclature.

Chimie : (2^e année)

Sols ammoniacaux.

Sodium et Potassium : Potasse et Soude — Sols.

Chaux — mortiers, phosphates et sols de chaux.

Silice, silicate, argile, ciment.

- Sulfate de fer, de cuivre; chlorures.
- Un carbure d'hydrogène : le caoutchouc.
- Un hydrate de carbone : la cellulose.
- Fermentation alcoolique : alcool éthylique.
- Un corps gras : Huile de palme.

Sciences Naturelles :

Notions de botanique — Etude de la vie de la plante en liaison avec les techniques agricoles; la racine, la tige, la feuille, la fleur, le fruit, la graine.

Principes généraux de classification.

Etude de quelques familles importantes légumineuses et graminées notamment.

Analyse du développement d'un animal type depuis la fécondation jusqu'à l'achèvement de la croissance.

Notions sommaires de géologie.

d) — Géographie :

Le relief : observation, représentation, interprétation, lecture, la carte, applications locales. Les roches, classification.

Action des eaux sauvages et pluviales. Erosion; phénomènes de transports, alluvionnement, sols du territoire.

Eaux souterraines, évolution des sols, latérites et cuirasse.

A.O.F. : relief : Généralités rapides.

Climat : éléments, zones climatiques, zones végétales en A.O.F.

Etude des différents climats du Togo.

Genres de vie de la savane, de la forêt.

Fleuves et rivières du Togo, utilisation des fleuves.

Organisations administratives du Togo. Peuplement. Comparaison avec les territoires voisins. Voies de communication.

Exploitation de la forêt.

Culture et élevage au Togo.

Les villes principales du Togo, leurs activités, les fonctions urbaines.

Commerce du Togo. Place dans l'Union Française.

Histoire et Etude du milieu humain :

L'A.O.F. et le Togo, ce que l'on sait de ces origines. Les principales immigrations humaines. L'organisation coutumière, ses origines, ses transformations. Les peuplades agricoles, les peuplades pastorales, les peuplades guerrières. La cellule familiale en liaison avec la tenue des terres.

L'évolution de la famille africaine en général. Conséquences de l'organisation et de la tenue des terres sur le mode d'exploitation du sol. Etudes, à titre d'exemple d'une famille choisie dans un milieu rural du Togo.

2°) — Enseignement Technique

a) — Agriculture générale :

Etude du sol : définition, formation, rôle; propriétés physiques et chimiques, analyse, rôle des éléments constitutifs, classification.

Facteurs de fertilité; rôle de l'azote et de l'humus; action de l'homme.

Amélioration des terres; amendements, drainage et irrigation, fumures organiques (Fumier et leur fabrication), composition, emploi, fumures minérales, emploi, travaux du génie rural, aménagement des terres.

Notions générales de culture : préparation du sol, labours, trouaison, ameublissements complémentaires, mise en valeur des terrains neufs, défrichement, semis et plantation; travaux d'entretien, binage, couverture, buttage, paillage, arrosage, plantes de couverture, rôle; action, descriptions des principales plantes d'ombrage; assolement, jachère, préparation et conservation des produits.

b) — Agriculture spéciale, Horticulture, Arboriculture :

Etude des principales cultures industrielles et vivrières du Togo; pour chaque culture, description sommaire de la plante, exigence (sol, climat), mode de culture, notions sur l'importance de cette culture du Togo, technologie du produit, améliorations possibles.

c) — Protection des végétaux :

Généralités, résistance naturelle du végétal. Notions de zoologie agricole : étude sommaire de quelques animaux et de la classification animale.

Etude des insectes, et notamment des principaux parasites.

Principales maladies des plantes sur le territoire.

Moyens de lutte contre les ennemis des cultures; insecticides, fongicides, etc... Appareils de traitement.

Prélèvement et expédition d'échantillon.

Règlementation phytosanitaire.

d) — Topographie et Arpentage :

Topographie : définition, représentation graphique; échelle, planimétrie; instruments de mesure et accessoires (chaines, rubans, piquets, mirés, etc...). Mesure des angles, mesure des longueurs.

Méthodes de lever, coordonner, rayonnement, cheminement, lever des courbes, dessins topographiques; nivellement.

Arpentage : bornage, cadastre et livres fonciers; lecture des cartes.

e) — Zoologie :

Généralités, définition, but et intérêt de la production animale, rôle de l'élevage, étude du milieu, colonial, zones d'élevage du Togo, Bovidés : classification générale.

Description du type taurin, grandes races africaines; caractères, aptitude, élevage et son amélioration, maladies, symptômes, lutte.

Ovins et caprins, porcins, équidés; oiseau de la basse-cour, (plan d'étude analogue à celui des bovins adopté aux différents cas et à l'importance relative de ces élevages).

Commentaire sur l'organisation d'un élevage.

f) — *Sylviculture* :

Définition et rôle de la forêt.

Notions générales sur l'arbre.

Le taillis, le taillis sous futaie, la futaie.

L'aménagement, définition, but, principaux types d'aménagement avec leur application aux forêts togolaises.

La régénération naturelle de la forêt; la régénération artificielle par reboisement; les diverses méthodes de reboisement, les pépinières forestières.

Etude des principales essences autochtones, iroko; acajou à grandes feuilles, caïlcédrat, samba, tali, lingué, néré, karité, faïdherbia, vèné, rônier, etc.

Etude des principales essences de reboisement exotiques : teck, cassia siaméa, gmelina arborea, neem, niaouli, anacardium, etc.

Les éclaircies, leur rôle, les différents types.

L'exploitation, abatage débardage, transport.

Protection, contre les feux et les principaux ennemis de la forêt.

g) — *Conservation du sol et de l'eau* :

L'érosion, définition, les différents types d'érosion; action de l'érosion sur le sol et sa fertilité.

Erosion éolienne; localisation au Togo, les moyens de lutter contre elle.

Erosion pluviale, la torrentialité; les différents moyens de lutter contre elle.

On insistera sur les méthodes de correction des profils par la construction de petits barrages filtrants, construits soit en pierre sèche soit à l'aide de gabions.

Conservation des eaux de surface son but, les différents moyens de la réaliser.

On insistera sur la mise en place et la construction des barrages de retenue en terre.

h) — *Pisciculture* :

Définition et but de la pisciculture son rôle social au Togo.

Etude des deux principaux types d'étangs (étang de barrage, étangs en dérivation); les vallées propres à la pisciculture; les rivières et ruisseaux propres à la pisciculture; les sols.

Différentes méthodes de captage des cours d'eau; le tracé des canaux de dérivation, la forme et les dimensions optima des étangs; construction des digues; différents systèmes de vidage des étangs; construction des moines; la station d'alevinage; son rôle, son équipement.

Etude des principales espèces de poissons utilisables en pisciculture.

La nourriture des étangs, la pêche; les différents engins utilisables; les rendements d'un étang.

i) — *Crédit — Mutualité — Coopération — Comptabilité* :

Crédit : Notions générales, le crédit agricole.

Mutualité : Les mutuelles scolaires, les syndicats professionnels, les S.I.P.

Coopération : Définition et caractère des coopératives; condition de bon fonctionnement des coopératives.

Comptabilité : Notions.

j) — *Règlementation administrative* :

Etude sommaire de l'organisation constitutionnelle de l'Union Française. Organisation administrative du Togo. Etude sommaire.

L'organisation des services de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts — Organisation du personnel de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts, étude succincte des textes relatifs à la production agricole, à l'Elevage et aux Eaux et Forêts.

Les textes sur la police phytosanitaire et la protection des cultures seront étudiés dans le cours sur la défense des cultures.

k) — *Conditionnement des produits* :

Définition : But et réglementation générale. Texte particulier relatif aux divers produits agricoles. Etude de pratique de l'organisation et du fonctionnement du contrôle de conditionnement des produits. Travaux pratiques sur les produits du Togo.

l) — *Economie rurale* :

Faire valoir direct — Fermage — Métayage — Prix de revient — Ventes.

3^e — *Travaux pratiques d'agriculture*

Reconnaissance des végétaux; plantes alimentaires, plantes industrielles, arbres fruitiers, plantes ornementales, principales essences forestières, calendrier des travaux agricoles, préparation du sol, défrichage, labour, piquetage, multiplication des végétaux, préparation des pépinières; entretien, ombrage, semis; marcottes; boutures et greffes, utilisation du matériel de cultures, matériel d'entretien (y compris taille), matériel de récolte, tracteurs, fonctionnement, conduite, réglage, entretien; cultures potagères: préparation des planches, soins d'entretien, semis, repiquage, ombrage, arrosage, étude des principales espèces potagères, graines et plants, travaux de la ferme: préparation du fumier artificiel, des composts, vannerie; préparation et emballage des échantillons botaniques, graines et plants.

Cultures ornementales; ornementation paysanne; pelouses, bosquets, massifs; cultures spéciales: pépinière de plantes intéressantes du Territoire. Défense des cultures, préparation et emploi des principaux fongicides, insecticides, herbicides.

Stage de formation professionnelle :

Les élèves de 3^e année effectueront des stages de formation professionnelle sur les stations du Service de l'Agriculture éventuellement sur des exploitations privées et dans les secteurs privés.

Ces stages doivent être une initiation pratique au métier d'Agriculture. Les élèves devront donc prendre

part effectivement à tous les travaux d'une exploitation rationnelle; tous remplissant à tour de rôle les fonctions de chefs d'équipe. Les élèves établiront un rapport sur les stages qu'ils auront suivis.

D'autre part au cours de leur 3^e année, ils étudieront un problème agricole local choisi parmi les sujets proposés par le Directeur. Cette étude sera remise au Directeur du Centre, deux mois avant la fin de la scolarité.

Elle doit réaliser une synthèse de l'enseignement théorique et des notions pratiques acquises sur le terrain.

Coefficients

Coefficients affectant les matières enseignées pour les classements trimestriels

Première année :

Enseignement général :

Français	4
Calcul	3
Sciences physiques	2
Géographie — Histoire	1
	<u>10</u>

Enseignement technique théorique :

Agriculture générale	6
Arpentage et Topographie (pratique et théorique)	2
Sciences naturelles	2
Zootéchnie	3
	<u>13</u>

Enseignement pratique	3
Conduite	2
Note d'application et d'aptitude	2
	<u>7</u>

Total général 30

Deuxième année :

Enseignement général :

Français	2
Calcul	2
Sciences	1
	<u>5</u>

Enseignement technique théorique :

Agriculture spéciale	10
Parasitisme et défense des cultures	3
Arpentage et Topographie (théorique et pratique)	3
Zootéchnie	3
Conservation des sols	2
Sylviculture et Pisciculture	5
Organisation du Service — Législation — Conditionnement — Crédit agricole — Economie rurale	2
	<u>28</u>

Enseignement pratique :

Agriculture	3
Conduite	2
Note d'application et d'aptitude	2
	<u>7</u>
Total général	<u>40</u>

Troisième année :

Stages et rapports de stages	10
Etudes d'une culture ou d'une région	6
Conduite	2
Note d'application et d'aptitude	2
	<u>20</u>

ARRETE N° 43 PM/MIC. du 18 décembre 1956 fixant les conditions d'application du décret n° 56-405 du 26 avril 1956 promulgué au Togo par arrêté n° 431-56/C. du 17 mai 1956.

Le Premier Ministre du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Sur le rapport du Ministre du Commerce et de l'Industrie;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu le décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires;

Vu le décret n° 56-405 du 26 avril 1956 fixant les modalités d'assiette et de recouvrement de la cotisation professionnelle instituée par le décret du 13 novembre 1954 susvisé;

Vu l'arrêté n° 431-54/C. du 17 mai 1956 promulguant au Togo le décret 56-405 du 26 avril 1956;

Vu l'arrêté n° 27-55/AE/PLAN. du 8 janvier 1955 fixant le montant et la destination du versement effectué par les exportateurs d'arachides au profit de la Section VIII « Arachides » du compte de soutien et d'équipement de la production locale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La cotisation professionnelle instituée par le décret 54-1136 du 13 novembre 1954 et incluse dans le prix de campagne des graines oléagineuses fluides alimentaires est liquidée et recouvrée dans les conditions suivantes.

ART. 2. — Ce prélèvement, fixé annuellement et perçu à la tonne de graines exportées, sera liquidé par le Service des Douanes sur la déclaration de simple exportation et son versement sera effectué par les exportateurs dans les mêmes conditions que les taxes de sortie.

ART. 3. — Les recouvrements effectués seront transférés mensuellement par le Comptable Supérieur du Togo au Compte n° 15-16 intitulé « Fonds de Soutien et de Régularisation du Marché des Oléagineux fluides alimentaires » ouvert dans les écritures du Receveur Général des Finances de la Seine.

ART. 4. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur pour compter du 1^{er} janvier 1957. Jusqu'à cette date la cotisation professionnelle continuera à être perçue dans les conditions précédemment en vigueur.

ART. 5. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Ministre des Finances, le Trésorier-Payeur

du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

DECISION N° 23 D/PM/MF. du 28 décembre 1956 autorisant le versement au Budget Communal de Lomé d'une deuxième tranche de la participation du budget local aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé.

Le Premier Ministre,

Vu le décret 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu les prévisions budgétaires;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit du budget de la Commune-Mixte de Lomé le versement d'une deuxième tranche de Deux Millions Deux Cent Cinquante Mille Francs (2.250.000 Frs. CFA.) sur la participation du budget local aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé.

ART. 2. — L'Administrateur-Maire, Ordonnateur du budget de la Commune-Mixte justifiera de l'emploi de cette somme par la production d'un relevé détaillé des paiements effectués.

ART. 3. — La dépense correspondante est imputable au budget local — Chapitre 26 — Article 2 — Paragraphe 1, Exercice 1956.

ART. 4. — Le Directeur des Finances et le Trésorier Payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

MODIFICATIF N° 7/PM/MF. à l'arrêté n° 643-51/F. du 11 septembre 1951 portant règlement du régime des déplacements des fonctionnaires et agents civils en service au Togo.

Au lieu de :

ART. 40. — Au vu de l'ordre ou de la décision de l'autorité hiérarchique une feuille de déplacement est délivrée au porteur de cet ordre par l'autorité administrative.

Les autorités chargées de la délivrance des feuilles de déplacement sont ;

A Lomé : L'ordonnateur-Délégué

Dans les cercles et subdivisions : le commandant de cercle ou le Chef de subdivision.

Pour la gendarmerie et les gardes cercles, elles pourront être délivrées par le Chef de corps.

Lire :

ART. 40. — Au vu de l'ordre ou de la décision de l'autorité hiérarchique une feuille de déplacement est délivrée au porteur de cet ordre par l'autorité administrative.

Les autorités chargées de la délivrance des feuilles de déplacement sont :

A Lomé : Le Directeur des Finances ou son Délégué

Le Directeur des Affaires Economiques et du Plan ou son Délégué

Le Chef du Service des Travaux Publics

Le Directeur de la Santé

Le Chef du Service de l'Agriculture

Le Chef du Service des Postes et Télécommunications.

Dans les Cercles et Subdivisions : Le Commandant de cercle ou le premier Adjoint ou le Chef de Subdivision.

Pour la gendarmerie et les gardes des cercles : le Chef de corps.

Le reste sans changement.

Les présentes dispositions seront applicables pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Affaires Courantes

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 44/PM. du :

19 décembre 1956. — Pendant l'absence de M. Schneider, Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Christophe, Ministre de l'Economie et du Plan est chargé des affaires courantes du Ministère de Commerce et de l'Industrie.

Sa signature sera précédée de la mention :

Pour le Ministre du Commerce et de l'Industrie;
Ministre de l'Economie et du Plan.

N° 46/PM. du :

22 décembre 1956. — Pendant l'absence de M. Christophe, Ministre de l'Economie et du Plan, M. Schneider, Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé des affaires courantes du Ministère de l'Economie et du Plan.

Sa signature sera précédée de la mention.

*Pour le Ministre de l'Economie et du Plan,
Le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

N° 48/PM. du :

27 décembre 1956. — Pendant l'absence du Premier Ministre se rendant à Paris, M. Mama Fousse-ni, Ministre des Travaux Publics, des Transports; des Mines, des Domaines et des Transmissions est

chargé de l'expédition des affaires courantes. Sa signature sera précédée de la mention :

*Pour le Premier Ministre absent,
Le Ministre des Travaux Publics, des Transports;
des Mines, des Domaines et des Transmissions,
chargé de l'expédition des Affaires courantes.*

Reclassement

ADDITIF à l'arrêté n° 61-56/P. du 20 janvier 1956, portant reclassement.

Après :

Les agents des cadres locaux ci-après sont reclassés; ainsi qu'il suit, pour compter du 1^{er} octobre 1955; dans les nouvelles échelles indiciaires instituées par arrêté n° 963-55/CP. du 30 novembre 1955. En ce qui concerne les nouveaux agents nommés après le 1^{er} octobre 1955, le présent arrêté prendra effet pour compter seulement de la date de leur nomination :

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 ^{er} OCTOBRE 1955	
	GRADES	IN- DICES	GRADES	IN- DICES	CIVILES	R. S. M.
.....	Moniteurs et Monitrices de l'Enseignement		.....	.....	.....	.....
.....	Moniteur Adjoint 1 ^{er} échelon		.....	.....	.....	.....
Mme Messan A. Irène	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Doussevi Paul	Mon. Adj. de 6 ^e cl.	210	Mon. Adj. 1 ^{er} éch.	245	Néant	.....

Passage à l'échelon supérieur

N° 305 D/PM-FP. du :

20 décembre 1956. — Est constaté, pour compter du 1^{er} janvier 1957, parmi le personnel des cadres supérieurs du Togo ci-après désignés, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M.M. Abaglo Cosme, Commis principal, 2^e échelon, qui passe commis principal, 3^e échelon des services administratifs, financiers et comptables,

Capochichi Maximilien, Commis principal, 1^{er} échelon, qui passe commis principal, 2^e échelon, des services administratifs, financiers et comptables,

Geay Maurice, Agent d'exploitation de 2^e classe, 3^e échelon des Postes et Télécommunications, qui passe agent d'exploitation de 2^e classe, 4^e échelon,

Amevor Pierre, Agent d'exploitation de 2^e classe, 2^e échelon des Postes et Télécommunications, qui passe agent d'exploitation de 2^e classe, 3^e échelon.

Franchissement d'échelon

N° 332 D/PM-FP. du :

27 décembre 1956. — Est constaté pour compter des dates ci-après, le franchissement automatique d'échelon des agents du cadre supérieur des Chemins de Fer et du Wharf du Togo (Exécution) dont les noms suivent :

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNETÉ	
	ECHELLE	ECHOLON
<i>Pour compter du 1^{er} janvier 1957</i>		
Vignon Antoine, Chef pointeur Echelle III échelon 3	4 ans	24 mois échelle 2 échelon 3 — Néant.
Cadassou Norbert, Chef de station Echelle III échelon 7	2 ans	24 mois échelle 6 échelon 7 — Néant.
Achille Alexandre, Sous-Chef de station Echelle II échelon 6	2 ans	24 mois échelle 5 échelon 6 — Néant.
Morin Alphonse, Facteur Echelle I échelon 3	2 ans	24 mois échelle 2 échelon 3 — Néant.

Conserve à titre personnel son classement à l'indice 360.

Olympio Jules, Facteur Echelle I échelon 3	2 ans	24 mois échel. 2 échelon 3 — Néant.
Alladé Pascal, Ouvrier Echelle I échelon 3	2 ans	24 mois échel. 2 échelon 3 — Néant.
Kouassi Joseph, Chef d'équipe Echelle I échelon 3.	2 ans	24 mois échel. 2 échelon 3 — Néant.
Sah Charles, Chef d'équipe Echelle I échelon 2	2 ans	24 mois échel. 2 échelon 3 — Néant.
<i>Pour compter du 1^{er} mars 1957</i>		
Akpithy Ernest, Chef brigade Echelle III échelon 3.	3 a 8 m	20 mois échelon 2 + 4 mois bonification 1955.

N° 334/D/PM-FP. du :

27 décembre 1956. — Est constaté pour compter des dates ci-après, le franchissement automatique d'é-

chelon des agents du cadre supérieur (Maîtrise) des C.F.T. dont les noms suivent :

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNETÉ	
	ECHELLE	ECHOLON
<i>Pour compter du 1^{er} janvier 1957</i>		
Venault Louis, Laurent, Chef de district de 1 ^{re} cl. — Echelle 7 — échelon 4	10 mois	22 mois échelon 3 + 2 mois bonification 1955 échelon 4 — Néant.
<i>Pour compter du 1^{er} février 1957</i>		
Lhuissier André, Contremaître principal — Echelle 8 échelon 6	13 mois	20 mois échelon 5 + 4 mois bonification 1955 échelon 6 — Néant.

N° 333/D/PM-FP. du :

27 décembre 1956. — Est constaté pour compter de la date ci-après le franchissement automatique

d'échelon des agents du cadre supérieur des Chemins de Fer et du Wharf du Togo (Exécution) dont les noms suivent :

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNETÉ	
	ECHELLE	ECHELON
<i>Pour compter du 1^{er} novembre 1956</i>		
Koutamey Jean, Sous-Chef de station Echelle II échelon 8	22 mois	22 mois échelon 7 + 2 mois bonification 1955. Echelon 8 — Néant
Akpoboua Alawo, Chef d'équipe Echelle I échelon 3	22 mois	22 mois Echelon 2 + 3 mois bonification 1955. Echelon 3 — Néant.

Nominations

N° 47/PM. du :

27 décembre 1956. — M. Nabonne René, Inspecteur de la France d'outre-mer, en position « hors cadres » du Corps de l'Inspection de la France d'outre-mer à partir du 1^{er} janvier 1957, est nommé à compter de cette date, Conseiller Financier auprès du Gouvernement de la République Autonome du Togo.

La rémunération, les accessoires et indemnités de M. Nabonne seront calculés sur les mêmes bases que celles d'un Inspecteur de 1^{re} classe de la France d'outre-mer (Indice 610 métropolitain) en service au Togo.

M. Nabonne René, outre les droits précités, bénéficiera des avantages attachés à la fonction de Secrétaire Général du Gouvernement (prestations en nature — indemnité de fonction, classement, congé annuel).

N° 53/PM. du :

29 décembre 1956. — M. J. Dubreuil, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts, est désigné pour siéger au Comité de Gestion de la Caisse de Stabilisation des Cours du Cacao, en qualité de Commissaire de Gouvernement.

Affectations

N° 308/D/PM-FP. du :

21 décembre 1956. — M. Colonna-Cimera Jean, Ingénieur principal de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du cadre général des Mines de la France d'outre-mer, de retour de congé et arrivé à Lomé, le 14 décembre 1956, par le Paquebot « Mangin », est nommé Directeur du Service des Mines et de la Géologie du Togo.

N° 312/PM-FP. du :

21 décembre 1956. — M. Dorcis Akpaglo Gaston, Commis d'Administration adjoint de 4^e classe, en service au Bureau du Personnel à Lomé, est mis à la

disposition du Haut-Commissaire de la République Française au Togo, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

N° 317/D/PM-FP. du :

26 décembre 1956. — M. Tognoni Aldo, agent contractuel des Chemins de Fer et du Wharf, de retour de congé et arrivé à Lomé, par avion (T.A.I.) le 12 décembre 1956, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, Transports, Mines, Domaines et Transmissions.

N° 325/D/PM-FP. du :

27 décembre 1956. — L'Assistant d'Elevage stagiaire Kponton Ephrem, nouvellement nommé, est mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

La présente décision a pris effet pour compter du 15 novembre 1956.

N° 326/D/PM-FP. du :

27 décembre 1956. — M. Lawson Job, dactylographe permanent N° Mle 10.225 Echelle G échelon 3 à 55 frs. 80 l'heure (date d'embauche le 15 octobre 1951) précédemment en service au Réseau des Chemins de Fer, est affecté au Ministère de l'Enseignement pour compter de la date de signature de la présente décision.

Sa solde sera prise en charge par le Ministère de l'Enseignement à compter du 1^{er} janvier 1957.

N° 335/PM-FP. du :

27 décembre 1956. — M. Lepore Max, Agent contractuel des Travaux Publics, de retour de congé et arrivé à Lomé par le paquebot S/S « Brazza », le 25 décembre 1956, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, Mines, Domaines et Transmissions.

N° 347/PM-FP. du :

29 décembre 1956. — Mme Sitti Mercy, écrivain de 1^{re} classe, de retour de congé de maternité, est affectée au Cabinet du Premier Ministre de la République Autonome du Togo.

Disponibilité

N° 21/PM-FP. du :

19 décembre 1956. — M. Freitas Gilles, instituteur adjoint de 6^e classe de l'Enseignement primaire du Togo, est, sur sa demande, placé dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de trois (3) ans à compter du 15 octobre 1956.

Stage

N° 49/C/PM. du :

28 décembre 1956. — Les agents du Service Météorologique dont les noms suivent, sont désignés pour suivre des cours théoriques et un stage pratique organisés par la Météorologie Nationale au Fort de St. Cyr.

M. Messan Anani Jean, assistant météorologiste de 2^e classe 2^e échelon du cadre supérieur de la Météorologie du Togo (indice local 357).

M. Adossama Pierre, assistant météorologiste de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre supérieur de la Météorologie du Togo (indice local 335).

La durée de leur séjour dans la Métropole est fixée à 4 mois, délais de route non compris.

Une réquisition de passage (aller et retour) par la voie aérienne, en classe touriste, de Lomé à Paris leur sera délivrée.

Chacun des intéressés percevra avant son départ :

a) une avance de solde égale à un mois de traitement complet (solde et accessoires).

b) une indemnité exceptionnelle de vingt mille (20.000 frs.) CFA. destinée à leur permettre de se munir de vêtements chauds pour leur séjour en France.

Les dépenses afférentes à ce stage sont imputables au budget local de la République Autonome du Togo, Chapitre 18 Art. 6.

N° 51/PM du :

28 décembre 1956. — Les Agents d'Exploitation du Cadre Supérieur des Postes et Télécommunications du Togo dont les noms suivent, sont désignés pour suivre un stage de formation professionnelle au Centre de Chèques Postaux de Dakar (A.O.F.) en vue de l'ouverture d'un Centre de Chèques Postaux à Lomé.

MM. Kwaku Benjamin, Agent d'Exploitation de 2^e classe 3^e échelon (indice local 380), en service à Lomé.

Ocloo Komi Elias, Agent d'Exploitation stagiaire (indice local 335) en service à Mangu.

Les intéressés seront placés, pour compter du jour de leur arrivée à Dakar, en position de mission pour une durée maximum de trois mois. Ils percevront à ce titre les émoluments et les indemnités prévues à l'article 7 de l'arrêté n° 675-50/F. du 23 août 1950.

Une réquisition de passage (aller et retour) par la voie aérienne en classe touriste, de Lomé à Dakar leur sera délivrée. Les intéressés quitteront Lomé par l'Avion d'Air France du vendredi 11 janvier 1957.

Les dépenses afférentes à ce stage sont imputables au chapitre 21 du budget local de la République Autonome du Togo.

Absence irrégulière

N° 296/D/PM-FP. du :

19 décembre 1956. — Est constatée, pour compter du 13 novembre 1956, l'absence irrégulière de son poste de M. Afangbédji Eustache, receveur de 1^{re} classe des chemins de fer, précédemment en service à Lomé.

Pendant toute la durée de son absence irrégulière, M. Afangbédji n'aura droit à aucun traitement.

Retraites

N° 22/PM-FP. du :

21 décembre 1956. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M.M. Bannerman Pierre et Gnassounou Pierre, Commis principaux de classe exceptionnelle des services administratifs, financiers et comptables, l'arrêté n° 12-PM/FP. du 5 décembre 1956, portant leur admission à la retraite.

Les fonctionnaires dont les noms suivent atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour ancienneté de service, pour compter des dates ci-après :

21 février 1957

M. Bannerman Pierre, Commis principal de classe exceptionnelle des services administratifs, financiers et comptables.

25 mars 1957

M. Gnassounou Akpa Pierre, Commis principal de classe exceptionnelle des services administratifs, financiers et comptables.

N° 23/PM-FP. du :

29 décembre 1956. — M. Combes René, Instituteur principal de 1^{re} classe du cadre supérieur de l'Enseignement primaire du Togo, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour invalidité imputable au service, pour compter du 1^{er} janvier 1957.

Rôles

N° 6/PM/MF/CD du :

21 décembre 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget Local</i>				
388	C.M. Lomé	Impôt général	166.000,—	
389	—	Impôt général	2.115.000,—	
390	—	Impôt général	632.800,—	2.913.800,—
391	Sub. Lomé	Impôt général	103.000,—	103.000,—
392	C.M. Tsévié	Impôt général	100.000,—	100.000,—
393	Cerc. Tsévié	Impôt général	155.500,—	155.500,—
394	C.M. Anécho	Impôt général	220.700,—	220.700,—
395	Cerc. Anécho	Impôt général	85.000,—	85.000,—
396	Sub. Tabligbo	Impôt général	10.000,—	10.000,—
397	C.M. Palimé	Impôt général	177.300,—	177.300,—
398	Cerc. Klouto	Impôt général	65.500,—	65.500,—
399	Sub. Nuatja	Impôt général	143.900,—	143.900,—
400	C.M. Atakpamé	Impôt général	106.800,—	106.800,—
401	Sub. Atakpamé	Impôt général	4.000,—	4.000,—
402	Sub. Akposso-Plateau	Impôt général	4.000,—	4.000,—
403	C.M. Sokodé	Impôt général	35.000,—	35.000,—
404	Cerc. Sokodé	Impôt général	15.000,—	15.000,—
405	C.M. Bassari	Impôt général	30.000,—	30.000,—
406	Cerc. Bassari	Impôt général	4.000,—	4.000,—
407	Cerc. Loma-Kara	Impôt général	134.000,—	134.000,—
408	Sub. Niamtougou	Impôt général	7.000,—	7.000,—
409	Cerc. Mango	Impôt général	19.000,—	19.000,—
410	Cerc. Dapango	Impôt général	117.500,—	117.500,—
411	C.M. Lomé	Patentes 148.765		
		Licences 21.000	169.765,—	
412	—	Taxe sur les armes perfectionnées	52.000,—	
413	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	3.800,—	225.565,—
414	Sub. Lomé	Patentes	4.599,—	
415	—	Taxe sur les armes perfectionnées	21.500,—	
416	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	5.550,—	31.649,—
417	C.M. Tsévié	Patentes	49.183,—	
418	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	50.683,—
419	Cerc. Tsévié	Patentes	54.088,—	
420	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	
421	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	3.200,—	58.788,—
422	C.M. Anécho	Patentes	10.560,—	
423	—	Licences	1.000,—	
424	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	300,—	11.860,—
425	Cerc. Anécho	Patentes	78.482,—	
426	—	Licences	11.000,—	
427	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
428	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	57.600,—	150.082,—
429	C.M. Palimé	Patentes	8.591,—	
430	—	Taxe sur les armes perfectionnées	5.500,—	14.091,—
431	Cerc. Klouto	Patentes	28.700,—	
432	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.000,—	
433	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.250,—	37.950,—
434	Sub. Nuatja	Patentes	88.680,—	88.680,—
435	C.M. Atakpamé	Patentes	93.120,—	
436	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.000,—	
437	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	150,—	100.270,—
438	Sub. Atakpamé	Patentes	150.732,—	
		à reporter	150.732,—	5.220.618,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	150.732,—	5.220.618,—
439	Sub. Atakpamé	Licences	5.000,—	
440	—	Taxe sur les armes perfectionnées	12.500,—	
441	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	15.600,—	183.832,—
442	Sub. Apkossou Plateau	Patentes	24.666,—	
443	—	Taxe sur les armes perfectionnées	13.500,—	
444	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	1.350,—	39.516,—
445	C. M. Sokodé	Patentes	218.800,—	
446	—	Taxe sur les armes perfectionnées	28.500,—	247.300,—
447	Cerc. Sokodé	Patentes	14.500,—	14.500,—
448	C. M. Bassari	Patentes	95.950,—	
449	—	Licences	5.000,—	
450	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.500,—	
451	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	19.500,—	127.950,—
452	Cerc. Bassari	Patentes	61.700,—	
453	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
454	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.700,—	67.400,—
455	C. Lama-Kara	Patentes	89.610,—	89.610,—
456	Sub. Niamtougou	Patentes	99.340,—	99.340,—
457	Subd. Kandé	Patentes	3.120,—	
458	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.500,—	
459	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	300,—	10.920,—
460	Cerc. Mango	Patentes	61.880,—	
461	—	Taxe sur les armes perfectionnées	15.500,—	
462	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	37.350,—	114.730,—
463	Cerc. Dapango	Patentes	77.190,—	
464	—	Taxe sur les armes perfectionnées	5.000,—	
465	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.500,—	84.690,—
466	C. M. Lomé	Patentes	129.200,—	129.200,—
467	—	Patentes 399.098 Licences 33.250	432.348,—	432.348,—
<i>Budget de Circonscription</i>				
388	C. M. Lomé	Taxe de circonscription	194.350,—	
389	—	Taxe de circonscription	191.750,—	
390	—	Taxe de circonscription	194.350,—	580.450,—
<i>Budget Communal</i>				
388	C. M. Lomé	Centimes additionnels sur T.C.	38.870,—	
389	—	Centimes additionnels sur T.C.	38.350,—	
390	—	Centimes additionnels sur T.C.	38.870,—	
411	—	Centimes additionnels sur patentes 33.672 Centimes additionnels sur licences 4.200	37.872,—	153.962,—
417	C. M. Tsévié	Centimes additionnels sur patentes	4.918,—	4.918,—
422	C. M. Anécho	Centimes additionnels sur patentes	1.056,—	
423	—	Centimes additionnels sur licences	100,—	1.156,—
429	C. M. Palimé	Centimes additionnels sur patentes	1.718,—	1.718,—
435	C. M. Atakpamé	Centimes additionnels sur patentes	18.624,—	18.624,—
445	C. M. Sokodé	Centimes additionnels sur patentes	21.880,—	21.880,—
448	C. M. Bassari	Centimes additionnels sur patentes	9.595,—	
		à reporter	9.595,—	7.644.662,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	9 595,—	7 644.662,—
449	C. M. Bassari	Centimes additionnels sur licences	500,—	10.095,—
466	C. M. Lomé	Centimes additionnels sur patentes	32.300,—	32.300,—
467	---	Centimes additionnels sur patentes 79.817		
		Centimes additionnels sur licences 6.650	86.467,—	86.467,—
				7.773.524,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Sept millions sept cent soixante treize mille cinq cent vingt quatre francs est fixée au 22 décembre 1956.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ARRETE N° 7/PM/INT du 20 décembre 1956 portant approbation d'une délibération de la Commission municipale de Lomé autorisant l'Administrateur-Maire à procéder à la vente de terrains communaux.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.

Vu le décret 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 notamment en ses articles 68 et 69;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo, ensemble tous textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 87/MTP/Dom. du 30 novembre 1956 approuvant le lotissement du centre urbain de Lomé;

Vu la délibération en date du 12 décembre 1956 autorisant l'Administrateur-Maire de Lomé à procéder dans les meilleurs délais à la vente par adjudication, dans les formes réglementaires et suivant les modalités inscrites au cahier des charges, des terrains obtenus par le comblement de la lagune d'Ahanoukopé;

Vu la lettre n° 772/Col. du 12 décembre 1956 de l'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la Commission municipale de Lomé, autorisant l'Administrateur-Maire à procéder à la vente par adjudication de terrains communaux, obtenus par le comblement de la lagune d'Ahanoukopé (Titre Foncier 3217).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

ARRETE N° 8/PM/INT du 20 décembre 1956 ordonnant le recensement de la population de la ville d'Atakpamé — (Cercle du Centre).

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.

Vu le décret 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 384-54/AP. du 21 avril 1954 portant réorganisation de l'Etat-Civil des personnes de statut local;

Sur la proposition du Commandant de cercle d'Atakpamé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le recensement de la population de la ville d'Atakpamé (Cercle du Centre) sera effectué sur les ordres du Commandant de Cercle pour compter de la date de la signature du présent arrêté.

ART. 2 — Sont applicables aux contrevenants les peines prévues aux articles 33 et 34 de l'arrêté sus-visé du 21 avril 1954.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage dans les bureaux des P.T.T. et dans les bureaux du Cercle du Centre.

Lomé, le 20 décembre 1956.

N. GRUNITZKY.

Centre de rééducation

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre, ministre de l'Intérieur :

N° 14/D/PM/Int. du :

19 décembre 1956. — Est placé au Centre de Rééducation de Tové (Cercle de Klouto) en exécution du jugement en date du 14 novembre 1956 du Tribunal Correctionnel de Lomé, jusqu'à sa majorité, le nommé Houndjago Kpessou Pierre Claver, né le 9 septembre 1940 à Grand-Popo, cercle d'Athiémé (Dahomey) de Houndjago Alexandre et de Ayaba, domicilié à Lomé.

Justice

N° 9/PM/Int. du :

27 décembre 1956. — Sont nommés assessseurs près les tribunaux du premier degré de Lomé, Anéchoy

Tabligbo, Tsévié, Palimé, Atakpamé, Akposso-Plateau
Nuatja, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Niamtougou,
Mango, Kandé et Dapango pour l'année 1957 :

Tribunal du 1^{er} Degré de Lomé :

MM. Adjallé Joseph, Chef de canton
 Dagnon Agbové, coutume éwé
 Hillah Richard, coutume mina
 Dossah Paul, coutume mina
 D'Almeida Antoine, coutume mina
 Assah John, coutume ahoulan-somé
 Aboudou Louis Ruffino, coutume nago
 Aboudou Mama, coutume yoruba
 Kimmakon Victor, coutume fon
 Djibrim Inoussa, coutume ahoussa (musul-
 man)
 Atoukpé, coutume cabraise
 Adjalla Kpolinou, coutume pla-péda

Tribunal du 1^{er} Degré d'Aného :

MM. Matchiagnigban Hlontor, Chef du groupement
 des Kétas, coutume mina
 Agbagla Bernard, Chef du groupement des
 Pédahs, coutume mina et pédah
 Combetey Combé, Chef de Sigbéhoué, coutume
 mina
 Sanvee Jacob, Planteur, coutume mina
 Aziaglé Pascal, Chef d'Avévé, coutume mina
 Akakpo Akouété, Chef de Vokoutime, coutume
 ouatchi
 Noudoukou Djokoto, Chef de Dagbali, coutume
 ouatchi
 Djoghessi Aboki, Chef d'Agagnan Bletta Ma-
 oussi, coutume ouatchi
 Sékpénou Jean Adadohoin, Chef d'Akoumapé-
 Doulassa, coutume ouatchi
 Kokou Gali, Chef de Balonou, coutume ouatchi
 Aboni Messan, Chef de Hompou, coutume
 ouatchi
 Anato Tonou, Chef de Zooti, coutume ouatchi

Tribunal du 1^{er} Degré de Tabligbo :

MM. Ayassou Michel, Chef de Kouvé, coutume
 ouatchi
 Koffi Thomas, Chef de Tchékpo, coutume
 ouatchi
 Assignon Amouzou, Chef d'Ahépé Apédomé
 coutume ouatchi
 Adjokou Louis, Chef d'Ahépé Assiko, coutume
 ouatchi
 Viagbo Atohou, Chef du village de Tabligbo
 coutume ouatchi
 Dègbé Toudji, Chef de Tokpli, coutume
 ouatchi
 Sika Danson, Chef de Sikakondji, coutume
 ouatchi
 Awouté Afoulé, Chef d'Awoutékondji, coutume
 ouatchi
 Comlan, Chef de Zafi Elchrami, coutume
 ouatchi
 Ekon André de Gboto, coutume ouatchi
 Akué Mathias, notable à Tokpli, coutume mina

Wallage Aménou, notable à Tchékpo, coutume
 mina

Tribunal du 1^{er} Degré de Tsévié

MM. Kpelly Bernard, coutume éwé
 Kossivi Assilenou, coutume éwé
 Eklou Somali, coutume éwé
 Agama Dali, coutume éwé
 Viada Noglo, coutume éwé
 Ayao Ahovon, coutume éwé
 Sossou Soédé coutume éwé
 Kpétigo Laba, coutume éwé
 Adamah Roger, coutume mina
 Domingo Bouaïna, coutume Nago
 Maman Bazampali, coutume haoussa
 Kpadénou Blaise, coutume péda

Tribunal du 1^{er} Degré de Palimé

MM. Ego Raphaël, Chef de Volové, coutume éwé
 Doh Elias, notable à Kpadapé, coutume éwé
 Kakati Agbeté, notable à Danyi Atigba coutu-
 me éwé
 Galevo Théophile, notable à Nyongbo Agbetiko
 coutume éwé
 Komlagan Komé, notable à Nyongbo Dalavé
 coutume éwé
 Bobotchi Henri, notable à Danyi Koudjra-
 gan, coutume éwé
 Djah Michel, Chef de Kpélé-Tsavié, coutume
 éwé
 Kouassi Agbekponou, notable à Kpélé-Agba-
 non, coutume éwé
 Etse André, Régent de Klonou, coutume éwé
 d'Almeida Charles, notable à Palimé, coutume
 éwé
 Djiepor Koshie, notable à Palimé, coutume
 ahoulan
 Djibo Maiga, notable à Palimé, coutume djer-
 ma

Tribunal du 1^{er} Degré d'Atakpamé :

MM. Soussoukpo Tchakpala, notable à Atakpamé,
 coutume woudou
 Agouké Thomas, notable à Atakpamé, cou-
 tume woudou
 Amli Aokpé, chef des fons à Atakpamé, cou-
 tume fon
 Ezin Marcel, Chef du village Avété, cou-
 tume fon
 Assouma, notable d'Atakpamé, coutume ca-
 braise
 Adam Solin, chef cotocolis à Atakpamé, cou-
 tume cotocoli
 Anifrani Fritz, Planteur à Amou-Oblo, cou-
 tume akposso
 Konto Djinsa, Chef du Canton de l'Adélé,
 coutume adélé
 Djobo, Chef du village d'Agbandi, coutume
 aniangon
 Nagbe Kosso, notable à Atakpamé, coutume
 ana
 Djibril Kadiri, notable à Atakpamé, coutume
 haoussa

Amagan Franck, employé de commerce, coutume éwé.

Tribunal du 1^{er} Degré d'Akposso-Plateau :

- MM. Hounkpati Jean, chef du village d'Avédjé, coutume akposso
 Zoumevo Mawouena, Chef du village de Bénali, coutume akposso
 Mahouvi Améganou, Chef du village de Oga I, coutume akposso
 Djagbavi Koffi, Chef du village d'Ekéto, coutume akposso
 Dankoua Charles, Sous-Chef de canton du Litimé, coutume akposso
 Kanou Obimpé, Chef du village de Gbohoun-Gnahourou, coutume akposso
 Ogbone Monté, Chef du village d'Akossi-Copé-Témé, coutume akposso
 Amediamé Abalo, Notable du village Kougnohou, coutume akébou
 Fedenou Eklou, Chef du village de Djagbédi, coutume akébou
 Eha Norbert, Tailleur à Atakpamé, coutume éwé
 Kedeme Assouma, Notable d'Atakpamé, coutume cabraise
 Anonéné Pascal, Notable du village de Kougnohou, coutume akébou.

Tribunal du 1^{er} Degré de Nuatja :

- MM. Danhoui Oussounou, Chef Supérieur, coutume adja
 Gaba Dokpo, Conseiller de circonscription à Nuatja, coutume adja
 Atcholé, notable cabrais à Nuatja, coutume cabraise
 Palanga, notable cabrais à Nuatja, coutume cabraise
 Akoussan Houétognon, Chef du village de Houétognonkopé, coutume éhouné
 Kogbédi Dansou, Chef du village d'Atchogblékopé, coutume éhouné
 Loko Koffi, Adjudant-chef en retraite à Nuatja, coutume mina
 Loko Antoine, commerçant à Nuatja, coutume mina
 Ahuissou Adjia, commerçant à Nuatja, coutume fon
 Vissoh Emmanuel, commerçant à Nuatja, coutume fon
 Karim Aloufa, notable au Zongo Nuatja, coutume haoussa
 Malam Balam, Chef de Zongo de Nuatja, coutume haoussa
 Dohou, notable nago à Nuatja, coutume nago
 Jacob, notable nago à Nuatja, coutume nago

Tribunal du 1^{er} Degré de Sokodé :

- MM. Gboro, Chef de Salimdé, coutume cotocoli
 Kogoé, Chef de Sokodé-Cabrais, coutume cabraise
 Ayeva Adam, notable à Koumah, coutume cotocoli

- Ouro Djobo, chef de Tchaourondé, coutume cotocoli
 Adedjouma, Chef de Zongo, coutume musulmane
 Ouro Koura, Chef de Pangalam, coutume cotocoli
 Ayeném, Chef de Pangalam-Losso, coutume Losso
 Mefeyrou, Chef de Boussalou, coutume cabraise
 Boukari, Chef de Kolina-Kobidji, coutume cotocoli
 Issaka Djéni, notable à Dédauré, coutume cotocoli
 Tamberma, Chef de Lama Tessi, coutume cabraise
 Pita, Chef de Sagbadé, coutume losso.

Tribunal du 1^{er} Degré de Bassari :

- MM. Yawanké Yaké, notable à Kibedipo, coutume bassari.
 Ali Mama, notable à Boukoutchabé, coutume bassari.
 Dalaré Yandjé, Chef de canton de Nawaré, coutume konkomba.
 Issifou Mama, Chef de canton de Bapuré, coutume konkomba
 Ouro Nilé, Chef de village de Bigabo, coutume cotocoli
 Kola, Chef de village de Kikpéou, coutume losso
 Tchambako, notable à Binako, coutume losso
 Malam Barao, Chef de Zongo de Bassari, coutume musulmane
 Djenadou, Chef de famille à Bassari, coutume nago
 Baulou, Chef de village de Boutangbatou, coutume cabraise
 Titipo Kpanté, Chef de village d'Akeyta, coutume cabraise
 Pampango, Chef de village peulh à Bassari, coutume peulh
 Tessi, Chef de village de Didjondjondi, coutume peulh

Tribunal du 1^{er} Degré de Lama-Kara :

- MM. Kéleou, Chef de canton de Lama-Kara, coutume cabraise
 Balascome, Chef de canton de Lama, coutume cabraise
 Bodjona, Chef de canton de Kouméa, coutume cabraise
 Amah, Chef de village de Kolidé, coutume cabraise
 Masséna, Chef de canton de Kélao, coutume cabraise
 Bataka, Chef de canton de Sara-Kawa, coutume lamba
 Alfa Sam, Tailleur, coutume musulmane
 Bawa, notable, coutume musulmane
 Sami, notable, coutume yorouba

Tribunal du 1^{er} Degré de Niamtougou :

- MM. Bakélé Barandoa, Chef de canton de Siou, coutume losso
 Bièlo, Chef de canton de Pouda, coutume cabraise
 Lada Gnana, Chef de canton de Dèfalé, coutume lamba
 Kabréthouka, Chef de village de Baga, coutume losso
 Soussou, Chef de village de Niamtougou coutume losso
 Kpassemré Sahan, Chef de village de Yaka, coutume losso Manganacisé

Tribunal de 1^{er} Degré de Mango :

- MM. El Hadj Abdoulaye, Iman à Mango, coutume musulmane
 Djakpa Fambaré, notable à Mango, coutume tchokossi
 Naouri Youmbououmourou, notable à Mango, coutume tchokossi
 Kpankpanso Idrissou, Commerçant à Mango, coutume musulmane
 Dan Oulou, Chef de Zongo à Mango, coutume musulmane
 Bakpiri, Chef du canton de Takpamba, coutume konkomba
 Doukpeni Bomboma, Chef du village de Kpemboga, coutume gourma
 Bafouliné, Chef du village de Nandiki, coutume N'gan-N'gan
 M'Barma, Chef du village de Mogou, coutume N'djé

Tribunal du 1^{er} Degré de Kandé :

- MM. Ossacre, Chef de village d'Alaloté, coutume lamba
 Sikalo, Chef de village d'Anima, coutume lamba
 Ayegalo Tchaou, Chef de village de Kandé, coutume lamba
 Intakin, Chef de village de Tapounté, coutume tamberma
 Natta, Chef de canton Tamberma-Ouest, coutume tamberma
 Tchatcharo Tchango, Chef de village d'Adjaidé, coutume lamba
 N'Boma Ayolé, Chef de village de Gnadé, coutume lamba
 Boukari Yacoubou, notable à Kandé, coutume musulmane

Tribunal du 1^{er} Degré de Dapango :

- MM. Moutoré Lamboni, Chef de village de Dapango, coutume moba
 Kanga Nano, notable à Pana, coutume Gourma
 Oudanon Moussa, notable à Korbongou, coutume gourma
 Yandja, Chef de village de Toaga, coutume moba
 Paou Gouma, notable à Nakitjidi-Ouest, coutume moba

- Mossi Yamba, Chef Mossi à Dapango, coutume mossi
 Mama Bala, Chef de zongo, coutume haoussa et musulmane
 Labdiedo Tadjia, Notable à Kantindi, coutume gourma
 Lendi, Notable à Timbou, coutume yanga
 Bartché, notable à Dapango, coutume peulh
 Djoumbondjoa, notable à Nakitjidi-Laré, coutume gourma
 Barnabé Douti, notable à Nauo, coutume moba.

N° 10/PM/Int. du :

27 décembre 1956. — Sont nommés assessours près les tribunaux du deuxième degré de Lomé, Anécho, Tsévié, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Lamakara, Bassari, Mango et Dapango, pour l'année 1957 :

Tribunal de 2^e Degré de Lomé :

- M.M. Kaké Aho, Chef quartier Nyékonakpoé, — coutume éwé,
 Adome Edmond, coutume éwé,
 Katé Joseph, Sous-chef de canton d'Agouévé — coutume éwé,
 Oceansey Ludwig, coutume ahoulou,
 Kitty Georges, chef quartier n° 6 — coutume mina,
 Atayi John, coutume mina,
 Akakpo Emmanuel, coutume fon,
 Geraldo Moussé, coutume nago,
 Alfa Tairou, coutume yoruba,
 Garba Kouami, coutume haoussa (musulman),
 Vignon Paul, coutume pla-péda,
 John Koffi, coutume ana.

Tribunal du 2^e Degré d'Anécho :

- M.M. Mensah Agbéguigan Joseph, planteur — coutume mina,
 Ayih Antoine, Chef de Séko, coutume mina,
 Sopoh Léopold, adjoint au chef du groupement Pédah, coutume péda et mina,
 Attigbé Louis, Chef d'Ekpoui, — coutume mina.
 Hounouvi Ayité, Chef d'Aghétiko — coutume mina.
 Akakpo Aba, Chef Vo Afouimé — coutume ouatchi.
 Tengué Sogbo, Chef de Sévagan — coutume ouatchi.
 Alognou Denis, Chef de Kponou, — coutume ouatchi.
 Hounkpati Guénoukpati, Chef de Momé Hounkpati, coutume ouatchi.
 Ahadé, Chef de Gboto Eklohomé, coutume ouatchi.
 Magnon Adégnon, Chef d'Ahépé Kpowla — coutume ouatchi.

Tribunal du 2^e Degré de Tsévié :

- M.M. Nopegnon Aziagnon, coutume éwé,
 Maglo Richard, coutume éwé,

Akakpo Agbodjalou, coutume éwé,
 Tobolo Guinwouya, coutume éwé,
 Kuzuma Awoko, coutume éwé,
 Azi Egbévado, coutume éwé,
 Fiawoo Emmanuel, coutume ahoulán,
 Akpahe Anatifoua, coutume ahoulán,
 Dos Reis Joseph, coutume nago,
 Dossou Vincent, coutume fon,
 Tossou Michel, coutume pla-péda,
 Attikpo Alfred, coutume ahoulán.

Tribunal du 2^e Degré de Klouto :

M.M. Paniah Egoun, Chef de canton d'Agou-Tafié,
 coutume éwé,
 Agbokou III Oscar, Chef de canton de Kpadapé,
 coutume éwé,
 Tatchi Seth, Chef de canton d'Agou-Akplolo,
 coutume éwé,
 Tsally IX, Chef de canton d'Agomé, coutume
 éwé,
 Golo Cosmas Klou, Chef du village de Kpélé-
 Kponvié, coutume éwé,
 Dackey Godfroid, Chef du village d'Adéta-
 Tséfi, coutume éwé,
 Siati Komi, notable à Elavanyo, coutume éwé,
 Klou William, notable à Apeyemé, coutume
 éwé,
 Malm William, notable à Palimé, coutume
 ahoulán,
 Abbey Gaspard, notable à Palimé, coutume
 mina,
 Afolabi Ogountola, notable à Palimé, coutume
 nago,
 Goumado Mama, notable à Palimé, coutume
 haoussa.

Tribunal du 2^e Degré d'Atakpamé :

M.M. Nayo Tognikin, Chef du canton d'Atakpamé-
 Woudou, coutume ana,
 Adjouou Kanli, Chef du canton d'Atakpamé-
 Gnagna, coutume ana,
 Keké Andréas, notable à Atakpamé, coutume
 ana,
 Doni Kossi, Chef du canton d'Atakpamé-Djama;
 coutume ana,
 Attigbe Ihou, Chef du canton de l'Akposso-
 Sud, coutume akposso,
 Egblomasse Hermann, Chef du canton du Li-
 timé, coutume akposso,
 Ayité Jérôme, commerçant à Atakpamé; cou-
 tume mina,
 Dahomey Gouvidé, chef du village de Sada,
 coutume fon,
 Gnassingbe Kodo, Chef du canton de Blitta,
 coutume cabraise,
 Baba Djébou, représentant des Nagos à Ata-
 kpmé, coutume nago,
 Issa Wangara, commerçant à Atakpamé, cou-
 tume haoussa,
 Gbéadegbe Hermann, planteur à Agadji, cou-
 tume akposso,
 Moumouni Ourékéfia, cultivateur au quartier
 Djama, coutume cotokoli.

Tribunal du 2^e Degré de Sokodé :

M.M. Ayeva Issifou, Chef supérieur des Cotocolis;
 coutume cotocoli,
 Bouraima, Imam de Sokodé, coutume musul-
 mane,
 Issifou Zakari, Chef de canton de Kri-Kri,
 coutume cotocoli,
 Djibril, Chef de canton de Koussountou, cou-
 tume cotocoli,
 Abdoulaye, Chef de canton de Tehamba, cou-
 tume bitchambi,
 Abete, Chef du secteur d'émigration, coutume
 cabraise,
 Issaka Koubadja, notable à Dédauré, coutume
 musulmane,
 Alfa, Chef de village de Kasséna, coutume
 cabraise,
 Mouzou, Chef de village de Tchébébé, cou-
 tume cabraise,
 Mama, Chef du village de Tchavadé, coutume
 cotocoli,
 Ouro Bangana, Chef de canton de Bafilo, cou-
 tume cotocoli.

Tribunal du 2^e Degré de Lama-Kara :

M.M. Palanga Grégoire, Chef supérieur des Cabrais;
 coutume cabraise,
 Assih Robert, Chef du canton de Pya, coutume
 cabraise,
 Azoumaro, Chef du canton de Lassa, coutume
 cabraise,
 Birregah, Chef supérieur des Lossos, coutume
 losso,
 Koubatine, Chef du canton d'Alloum, coutume
 lamba,
 Assouma, Chef du Zongo Lama-Kara, coutume
 cabraise.

Tribunal du 2^e Degré de Bassari :

M.M. Bassabi Ouro Atakpa, Chef supérieur des Bas-
 sari, coutume bassari,
 Bassabi Bonfoh, Chef de canton de Kabou,
 coutume bassari,
 Medan Tindjo, Chef de village de Nampoach,
 coutume konkomba,
 Bodonna, Chef de village de Santé-Bas, cou-
 tume cabraise,
 Agbada Kpona, Chef de village de Koundou,
 coutume losso,
 Ouro Gaou Kologhan, Chef de village peulh à
 Kabou, coutume peulh,
 Mala Issa, notable à Bassari, coutume musul-
 mane,
 Dermene Bassabi, Chef de famille à Bassari,
 coutume cotocoli.

Tribunal du 2^e Degré de Mango :

M.M. El Hadji Nambiéma Tabi, Chef supérieur des
 Tchokossis, coutume tchokossi,
 Sidiki Bouraima, Maître Coranique, coutume
 musulmane,

Dori, Notable à Boni, coutume peulh musulmane,
 Tignan, Chef du canton de Koumougou; coutume n'gan n'gan,
 Sougoumba, Chef du canton de Nagbéní, coutume gourma,
 Namandji Gatzaro, Chef supérieur des Lambas-Tamberma, coutume lamba,
 Tchatchairo, Chef du village d'Adjaïdé; coutume lamba,
 Outan Natta, Chef du village de Ouartéma; coutume tamberma,

Tribunal du 2^e Degré de Dapango :

M.M. Lateyi Djigli, Chef du village de Ourgou, coutume moba,
 Bardja Laré, Notable à Dapango, coutume moba,
 Lamboni Nabour, Chef de canton de Nandoga; coutume moba,
 Nagnango, Chef du village de Cinkassé, coutume yanga;
 Mama Yarbaba, Chef Zongo-Dapango, coutume haoussa,
 Amadou Amadou, Chef Peulh; coutume peulh,
 Dobre Oudanou, Chef du canton de Korbongou; coutume gourma,
 Djanfare Laré, Notable à Pana; coutume gourma,
 Kodjo, Chef du village de Bidjenga, coutume gourma.

N° 11/PM/Int. du :

27 décembre 1956. — Sont nommés présidents des tribunaux coutumiers de la République Autonome du Togo, pour l'année 1957 :

Cercle de Lomé

MM. Sadjédo Zegbla Adéla (Bè)
 Samedi Gassou (Baguida)
 Semekono Agblevon (Aflao)
 Sedjro Tété (Agouévé)
 Houkpéto William (Sanguéra)

Cercle d'Aného

MM. Messan Soguigbé, Chef d'Aklakougou (Tribunal coutumier mina)
 Kalipé Jacob, Chef de Vogan (Tribunal coutumier ouatchi de Vogan)
 Agbezouhlon Christophe Messanvi, Chef d'Attilogon (Tribunal coutumier ouatchi d'Attilogon)

Cercle de Tsévié

MM. Nopégnon Aziagnou (Davié-Assomé)
 Maglo Richard (Agbatopé)
 Flaty Thomas. (Awé)
 Tétché Michel A. (Gapé)
 Noudoda K. Koffi (Gamé)
 Kpelly Bernard (Mission Tové)
 Alikessé Aziabléamé, (Aképé)

Cercle de Sokodé

MM. Ayeva Issifou, Chef supérieur des cotocolis à Sokodé
 Abdoulaye Tilikpana, Chef du canton Tchamba

Cercle de Bassari

MM. Bassabi Ouro Atakpa, Chef supérieur des Bassari
 Médan Tindjo, Chef de village de Nampoach

Cercle de Lama-Kara

MM. Palanga Grégoire (Lama-Kara)
 Assili Robert (Pya)
 Babaké Birregah (Niamtougou)
 Pré Aronkoum (Pagouda)
 Kéléou Kidei (Kara)

Cercle de Mango

MM. Nambléma Tabi, (Mango)
 Namandji Gatzaro (Kandé)

Cercle de Dapango

M. Jimongou Yentchabré, (Dapango)

MINISTÈRE DES FINANCES

DECISION N° 24/MF. portant modification du nombre de déclarations déposées en Douane.

Le Ministre des Finances p.i.;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative;

Vu l'arrêté n° 675/F/AE/STAT. du 27 juillet 1956 créant le service de la Statistique Générale au Togo et fixant ses attributions;

Sur le rapport de présentation du Ministre du Commerce et de l'Industrie;

Vu les nécessités du service et après avis de la Chambre de Commerce du Togo;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1957, seront obligatoirement déposées au bureau des Douanes :

1^o en triple exemplaire, les déclarations d'importation pour la mise à la consommation, les déclarations d'entrée en entrepôt et les déclarations de sortie d'entrepôt.

2^o en quadruple exemplaire, toutes les déclarations de simple exportation et de réexportation.

3^o en quintuple exemplaire, tous les acquits à caution.

ART. 2. — Un exemplaire de chacun de ces documents sera transmis journalièrement par les bureaux des Douanes au Service de la Statistique Générale.

ART. 3. — Le Chef du Service des Douanes et le Chef de la Statistique Générale seront chargés chacun pour ce qui concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée partout

où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la République Autonome du Togo.

Lomé, le 29 décembre 1956.

A. MEATCHI.

Majorations pour enfants

Par arrêtés et décisions du ministre des Finances p.i. :

N° 17/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, il est alloué, pour compter du 16 août 1953 sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Ouvrier hors classe des Travaux Publics, Lawson Latékoué en retraite, titulaire de la pension n° 0144, une majoration pour enfants au taux de 15 % au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Lawson Latékoué Nadouvi née le 26 octobre 1927

Lawson Latékoué Kokovi née le 12 mai 1927

Lawson Latékoué Tévivi né le 22 janvier 1932

Lawson Latékoué Messan né le 10 décembre 1936.

Le taux de cette majoration est porté à 20 % pour compter du 4 janvier 1956 au titre de son enfant (5^e rang) Lawson Latékoué Vicenia Kayi née le 4 janvier 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

11.176 frs CFA pour compter du 16 août 1953

11.288 frs CFA pour compter du 1^{er} juillet 1954

11.628 frs CFA pour compter du 1^{er} janvier 1955

12.000 frs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

16.000 frs CFA pour compter du 4 janvier 1956

17.200 frs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Pour un même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux attribués par arrêté n° 382-55/F du 12 avril 1955.

N° 18/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Maître Ouvrier Principal de 3^e classe des Travaux Publics Agbagla Bernard, titulaire du livret de majoration n° M-27 est porté à 35 % pour compter du 30 août 1955 au titre de son enfant (8^e rang) désigné ci-après :

Agbagla Rosa née le 30 août 1939.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

34.268 frs CFA pour compter du 30 août 1955

35.228 frs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

37.636 frs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 282-55/F du 1^{er} mars 1955.

N° 19/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, il est alloué sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-Chef d'équipe principal de 2^e classe des CFT Gozan Kloutsè en retraite, titulaire de la pension n° 0088, une majoration pour enfants au taux de 10% au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Gozan Kloutsè Maua, née le 15 janvier 1935

Gozan Kloutsè Kossiwoa, née le 16 mai 1937

Gozan Kloutsè Ama, née le 9 septembre 1939.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

7.448 frs CFA pour compter du 9 septembre 1955

7.700 frs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

8.400 frs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956.

Pour un même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 224-55/F du 18 février 1955.

N° 20/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Commis d'Administration Ppal de 1^{re} classe Kouévi Ayi Gabriel, titulaire du livret de majoration n° M-20 est porté à 20 % pour compter du 15 juin 1955 et à 25 % pour compter du 21 juin 1956 au titre de ses enfants (5^e et 6^e rang) désignés ci-après :

Ayéle Claudine née le 15 juin 1939

Ayoko Florentine Louise née le 21 juin 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

23.296 frs CFA pour compter du 15 juin 1955

23.968 frs CFA pour compter du 1^{er} octobre 1955

25.816 frs CFA pour compter du 1^{er} avril 1956

32.272 frs CFA pour compter du 21 juin 1956.

Pour un même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 226-55/F du 18 février 1955.

N° 21/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Maître Ouvrier principal de 2^e classe des C.F.T. Adékambi Michel, titulaire du livret de majoration pour enfants n° M-11 est porté à 25 % pour compter du 4 novembre 1955 au titre de son enfant (6^e rang) :

Charlotte Ameyo née le 4 novembre 1939.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

27.368 frs CFA pour compter du 1^{er} décembre 1956, date à laquelle M. Adékambi Michel a cessé

de percevoir les allocations familiales au titre de son enfant Charlotte Ameyo.

N° 22/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Ouvrier de 1^{re} classe des Travaux-Publics Agbodan Jean, titulaire du livret de majoration n° M-16 est porté à 20% pour compter du 23 octobre 1956 au titre de son enfant (5^e rang) :

Agbodan Tété Berlin né le 23 octobre 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

18.040 frs CFA pour compter du 23 octobre 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 709-55/F du 19 août 1955.

N° 23/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Maître Ouvrier Ppal. de 2^e classe des CFT. Amouzou Daniel, titulaire du livret de majoration n° M-40 est porté à 35% pour compter du 16 juin 1956 au titre de son enfant (8^e rang) :

Amouzou Akossíwa née le 16 juin 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

38.312 frs. CFA. pour compter du 16 juin 1956.

Pour un même enfant, la majoration pour enfants peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 353-55/F du 22 mars 1955.

N° 24/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Infirmier en Chef de 1^{re} classe Ladé Cléophas, titulaire du livret de majoration n° M-21 est porté à 20% pour compter du 29 février 1956 au titre de son enfant (5^e rang) :

Yawovi Florencia née le 29 février 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

20.036 frs. CFA. pour compter du 29 février 1956.

21.708 frs. CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 228-55/F du 18 janvier 1955.

N° 25/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour

enfants attribuée à l'ex-Ouvrier Principal hors classe des CFT. Sèdaolo Tèvi, titulaire du livret de majoration pour enfants n° M-25 est porté à 25% pour compter du 21 avril 1955 et à 30% pour compter du 14 février 1956 au titre de ses enfants (6^e et 7^e rang) désignés ci-après :

Ritha Dédé née le 21 avril 1939.

Cécilia Dédévi née le 14 février 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

19.376 frs. CFA. pour compter du 21 avril 1955

20.000 frs. CFA. pour compter du 1^{er} octobre 1955

24.000 frs. CFA. pour compter du 14 février 1956

25.800 frs. CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956

Pour un même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 277-55/F du 1^{er} mars 1955.

N° 26/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Ouvrier de 1^{re} classe des CFT. Messan Kamekpo, titulaire du livret de majoration n° M-17 est porté à 40% pour compter du 18 septembre 1956 au titre de son enfant (9^e rang) :

Amouzouvi Kokou né le 18 septembre 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

28.764 frs. CFA. pour compter du 18 septembre 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 222-55/F du 18 février 1955.

N° 27/MF du :

28 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Facteur principal de 2^e classe des Transmissions Lassey Antoine, titulaire du livret de majoration n° M-10 est porté à 20% pour compter du 24 octobre 1956 au titre de son enfant (5^e rang) :

Lassey Afassimé Thérèse née le 21 octobre 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

12.476 frs. CFA. pour compter du 21 octobre 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 203-55/F du 14 février 1955.

N° 29/MF du :

29 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Commis d'Administration Principal de 1^{re} classe Soglo Philippe est porté à 15% pour compter du 6 septembre 1956 au titre de son enfant (4^e rang) :

Reine Afiwa née le 6 septembre 1940.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

18.672 frs. CFA. pour compter du 6 septembre 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 333-55/F du 14 mars 1955.

N° 30/MF du :

29 décembre 1956. — Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1954, le taux de la majoration pour enfants attribuée à l'ex-Ouvrier hors classe des Travaux Publics Sègla Marcellin, titulaire du livret de majoration n° M-43 est porté à 25 % pour compter du 25 avril 1955 au titre de son enfant (6^e rang) :

Sègla Monique née le 25 avril 1939.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

20.540 frs. CFA. pour compter du 25 avril 1955

21.200 frs. CFA. pour compter du 1^{er} octobre 1955

22.792 frs. CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956.

Pour le même enfant, la majoration pour enfants ne peut pas être cumulée avec les avantages familiaux accordés par arrêté n° 369-55/F du 31 mars 1955.

Pension

N° 28/MF du :

29 décembre 1956. — Est rétabli pour compter du 1^{er} décembre 1954 date de la réclamation de l'intéressé, le droit à pension de l'ex-Brigadier-Chef de 1^{re} classe Mamadou Camara, suspendu depuis 1943 conformément aux termes de l'article 8 de l'arrêté n° 112 du 20 février 1937.

Une pension de retraite au taux annuel de Dix huit Mille neuf cent quatre vingt francs est accordée pour compter du 1^{er} décembre 1954 au Brigadier-Chef de 1^{re} classe Mamadou Camara, N° Mle. 1119, né vers 1885 à Ségou (Soudan).

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au Budget local du Togo.

Commission

N° 17/MF/F du :

28 décembre 1956. — Une Commission composée de :

MM. Emiry Olivier, Directeur des Finances ou son représentant . . . Président

Rue Pierre, Fondé de pouvoir du Trésorier Payeur exerçant les attributions de contrôleur Financier et le représentant Membre

Douillard Pierre, Pharmacien-Chef Gestionnaire du Fonds d'Approvisionnement de la Direction du Service de la Santé Membre

se réunira sans délai sur convocation de son président pour procéder à l'inventaire des matières et objets existant, au 31 décembre 1956, dans les magasins de la Pharmacie d'Approvisionnements du Togo.

Cette Commission

— arrêtera l'inventaire en quantités et en valeurs, procédera à la vérification des écritures du Comptable-Gestionnaire de la Pharmacie.

— constatera la concordance entre les écritures du Comptable Gestionnaire de la Pharmacie et celles du Comptable Supérieur du Territoire.

— s'assurera du bon état des matières en stock et dressera un procès-verbal des matières reformées qui ne doivent plus figurer à l'inventaire.

— déterminera les différences qui seront susceptibles d'être relevées entre le solde débiteur du compte hors Budget n° 111-01 « Fonds d'approvisionnement du magasin de la Direction du Service de la Santé » et la valeur des matières existantes.

Le certificat constatant la concordance entre la comptabilité du comptable gestionnaire et celle du comptable supérieur sera libellé conformément au modèle prévu à l'article 32 de la circulaire interministérielle du 16 mars 1954.

Les existants seront évalués pour leur valeur réelle « marchande » y compris les frais accessoires (transport, droit d'entrée) à l'exclusion des frais de fonctionnement.

Les procès-verbaux seront arrêtés aux valeurs et existant au 1^{er} janvier 1957.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Engagement

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre, Ministre de l'Instruction Publique :

N° 63/MIP du :

3 janvier 1957. — Mme Guyon née Barbier Marie-Thérèse est engagée en qualité d'employée de Bureau au salaire mensuel de Vingt mille francs (20.000 francs) à compter du 1^{er} novembre 1956.

La dépense est imputable au budget local du Togo Chapitre 5, Article 3.

Mme Guyon est mise à la disposition du Directeur de l'Enseignement au Togo.

Mutations-Affectations

N° 61/MIP du :

2 janvier 1957. — M. Aquéréburu Samuel, Instituteur Principal de 1^{re} classe, est affecté pour compter du 1^{er} janvier 1957 à la Direction de l'Enseignement à Lomé.

N° 62/MIP du :

2 janvier 1957. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'enseignement Primaire pour compter du 1^{er} janvier 1957.

M. Lawson Léopold, Monit. Adjt. de 3^e échelon précédemment en service à Kouloukpa (Atakpamé) Direction est affecté à Lomé-Nava (Atakpamé).

Mme. Lawson Dorcas, Monitrice Adjte. de 2^e échelon précédemment en service à Kouloukpa (Atakpamé) est affectée à Atakpamé-filles.

M. Tognon Séna Hubert, Monit. Adjt. de 3^e échelon de Kouloukpa (Atakpamé) est affecté à Kouloukpa (Atakpamé) Direction.

M. Kpakpaloulou Emile, Monit. Adjt. de 2^e échelon précédemment en service à Lomé-Nava (Atakpamé) est affecté à Kouloukpa (Atakpamé).

M. Tognon Séna Hubert, Monit. Adjt. de 2^e échelon précédemment en service à Djon (Atakpamé) est affecté à Kougnohou (Atakpamé).

M. Ekué Martin, Inst. de 1^{re} classe du C.S. précédemment en service à Lomé-Nyékouapô Direction est affecté à la Direction de l'Enseignement.

Mme. Ekué Delphine, Instce. de 6^e classe du C.S. précédemment en service à Lomé-Nyékouapô est affectée à Lomé-Nyékouapô (Direction).

M. Akué Théophile, Monit. Adjt. de 2^e échelon précédemment en service à Sanguéra (Lomé) Direction est affecté à Lomé-Sanoussi.

Mme. Akué Bernadette, Monitrice Adjte. de 2^e échelon précédemment en service à Sanguéra (Lomé) est affectée à Lomé-Sanoussi.

Mme. Kpoisra Cécile, Instce. Adjte. de 4^e classe A.O.F. précédemment en service à Lomé-Sanoussi est affectée à Lomé-Nyékouapô.

M. Kwaku Simon, Inst. Adjt. de 2^e classe précédemment en service à Avévé (Anécho) Direction est affecté à Sanguéra (Lomé) Direction.

M. Amouzougan Abalo, Inst. Adjt. de 4^e classe précédemment en service à Lomé-Sanoussi est affecté à Avévé (Anécho) Direction.

Mme. Randolph Germaine, Monitrice journalière précédemment en service à Attilogon (Anécho) est affectée à Glidji (Anécho).

M. Lengo Marcellin, Monit. journalier précédemment en service à Glidji (Anécho) est affecté à Attilogon (Anécho).

M. Tété David, Inst. Adjt. de 6^e classe précédemment en service à Lomé Route d'Anécho est affecté à Anécho (Zébévi).

M. Akolly Benoit, Inst. Adjt. de 6^e classe précédemment en service à Anécho-Zébévi est affecté à Lomé Route d'Anécho.

N° 61/D/MIP du :

4 janvier 1957. — M. Dravie Ferdinand, Instituteur de 6^e classe du cadre supérieur précédemment Directeur de l'Ecole de Mission-Tové, Cercle de Tsévié, est affecté au Collège Moderne et Technique de Sokodé, en remplacement numérique de M. Bolliet professeur licencié non installé.

La présente décision prendra effet du 1^{er} janvier 1957.

Aide scolaire

N° 34/MIP du :

19 décembre 1956. — Une aide scolaire d'un montant de 66.000 F. Métro (Soixante six mille francs métro), est accordée pour l'année scolaire 1956-57 à M. Olympio Yaovi, étudiant en France, 14, Rue Auber Paris 9^{me}.

Cette somme sera payée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer.

La dépense résultant du paiement de cette aide sera imputée au Budget local du Togo, Exercice 1956, Chapitre 41 Article 1, Paragraphe 2.

Secours scolaire

N° 37/MIP du :

28 décembre 1956. — Un secours scolaire de 10.000 francs C.F.A. (Dix mille francs C.F.A.), est accordé pour l'année 1956-57 à M. Kekeh André, étudiant en France, Pavillon A, Résidence Jean Zay-Anthony, Seine, afin de lui permettre de payer les frais de dactylographie d'un diplôme d'Etudes Supérieures.

Cette somme sera payée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer.

La dépense résultant du paiement de ce secours scolaire sera imputée au Budget local du Togo, Exercice 1956, Chapitre 41 Article 1, Paragraphe 2.

Renouvellement de bourses scolaires

N° 36/MIP du :

19 décembre 1956. — Sont renouvelées pour l'année scolaire 1956-57 les bourses d'études dans la Métropole des étudiants ci-dessous.

- | | |
|-----------------------------------|----------------------------------|
| 1 ^o) Moreira Emilie | 3 ^o) Dossah Alex |
| 2 ^o) Quashie Félicité | 4 ^o) Mawupé Valentin |

Transfert de bourse

N° 45/PM/MIP du :

20 décembre 1956. — La bourse de 36.000 F. C.F.A. (Trente six mille francs C.F.A.) précédemment attribuée à Mlle. Ruth Ahaefou par arrêté n° 4/1A du 24 septembre 1956 pour en bénéficier au Lycée Bonnevillière à Lomé sera versée à Mme. Beurdy, chez Mme. Bernard 12 rue de Lucenay à Les Mureaux (Seine et Oise), tutrice légale de l'enfant, pour assurer son entretien et ses études dans un établissement de la Métropole.

Cette somme sera payée à Mme. Beurdy par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer de Paris.

La dépense résultant du paiement de cette somme sera imputée au budget local du Togo, Exercice 1956 Chapitre 40 Article 2 Paragraphe 1.

Suppression de bourse

N° 35/MIP du :

19 décembre 1956. — Est supprimée pour compter du 1^{er} octobre 1956 la bourse d'études dans la Métropole de M. Bandeira Venance, élève au Lycée Montaigne de Bordeaux (France).

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE N° 6/56/MIC du 19 décembre 1956 fixant pour les palmistes, l'huile de palme, le tapioca, les piments, le coprah et les graines de ricin, la date de fermeture de la campagne d'achat de la récolte 1956 et la date d'ouverture de la campagne d'achat de la récolte 1957.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu l'arrêté n° 44/AE/PLAN/I. du 13 janvier 1956 fixant pour les palmistes, l'huile de palme, le tapioca et le coprah la date de fermeture de la campagne d'achat de la récolte 1955 et ouverture de la campagne d'achat de la récolte 1956;

Vu l'arrêté n° 71 AE/PLAN. du 25 janvier 1956 portant ouverture de la campagne d'achat des graines de ricin de la récolte 1956;

La Chambre de Commerce consultée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat des palmistes, de l'huile de palme, du tapioca, du piment du coprah et des graines de ricin de la récolte 1956 est fermée à la date du 31 décembre 1956.

ART. 2. — La campagne d'achat des palmistes, de l'huile de palme, du tapioca, du piment, du coprah et des graines de ricin de la récolte 1957 est ouverte à compter du 1^{er} janvier 1957.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 décembre 1956.

Pour le Ministre du Commerce et de l'Industrie
Le Ministre de l'Economie et du Plan,
L. CHRISTOPHE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

ARRETE N° 3/A-MA/EL/EF du 29 décembre 1956 portant établissement d'une zone de protection contre des feux de brousse dans le Cercle de Dapango.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Eaux et Forêts,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du Togo promulgué au Togo par l'arrêté n° 141

(du 9 mars 1938 complété par le décret du 20 mai 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 560 du 14 juin 1955;

Sur la proposition du chef du Service des Eaux et Forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les feux courants sont interdits dans la zone du Cercle de Dapango dite zone protégée de Nadjondi (Bloc Sud et Bloc Nord) et définie ci-après:

1^o Bloc Sud**Sont les points :**

A — l'ont de la route Dapango-Nadjondi sur le Kolangpen (350 m. au Sud de Nadjondi).

B — Sur la piste Nadjondi-Dindima et à 400 m. à l'Ouest magnétique de A

C — Pont de la route Timbou-Nadjondi sur le deuxième marigot la coupant, à partir de Nadjondi.

D — Sur la route Timbou-Nadjondi à 100 m. à l'Ouest de Nadjondi.

E — Sur la route Dapango-Nadjondi à 100 m. au Sud de Nadjondi.

Les limites sont :

AB — Conventionnelle

BC — Piste

CD — Route Timbou-Nadjondi

DE — Conventionnelle

EA — Route Nadjondi-Dapango

2^o Bloc Nord**Les limites sont :**

A — Embranchement sur la route Nadjondi-Sanga (Haute-Volta) de la piste Chef peuhl puis Timbou.

B — Résidence du Chef peuhl de Nadjondi (1956).

C — Hameau Bandantcharé, à quelques 2 Km. au Nord de B.

D — Passage sur le marigot Bandantcharé de la piste Timbou à Chef peuhl (Nadjondi) à pont sur le Badiégou Sud (petite Badiégou) de la route de Sanga.

E — Pont de cette même route sur le Bandantcharé

Les limites sont :

ABCD — Pistes

DE — Marigot Bandantcharé

EA — Route Nadjondi-Sanga.

ART. 2. — La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 3. — Le Chef du service des Eaux et Forêts et le Commandant du Cercle de Dapango sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1956.

A. MEATCHI.

ARRETE N° 3/A-MA/EL/EF du 29 décembre 1956
portant *établissement de la zone protégée de Touaga-Nassablé (Cercle de Dapango) contre les feux de brousse.*

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du Togo, promulgué au Togo par arrêté n° 141 du 9 mars 1938, complété par le décret du 20 mai 1955 promulgué au Togo par arrêté n° 560 du 14 juin 1955;

Sur la proposition du chef du Service des Eaux et Forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les feux courants sont interdits dans la zone du Cercle de Dapango dite zone protégée de Touaga-Nassablé et définie ci-après :

Soient les points :

A — à 250 mètres au Nord de la Douane sur la route Dapango-Nassablé-Nadjondi.

B — embranchement sur celle-ci de la route Kourienté et Danpiégon.

C — village de Danpiégon.

D — village de Bongou.

E — embranchement de la route de Marygba et Bongou sur celle de Dapango-Korbongou.

F — Sommet (à environ 1.300 mètres au Sud de E)

G — Source du marigot de l'orangerie (Dapango Est) Porrhgon

H — pont, sur ce dernier, de la route.

Les limites sont :

ABC — Route de Dapango à Danpiégon

CD — Conventionnelle

DE — Route Bongou-Est à Touaga

EFG — Conventionnelle

GH — Marigot Porrhgon

HA — Conventionnelle

ART. 2. — La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 3. — Le Chef du Service des Eaux et Forêts et Commandant du Cercle de Dapango sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1956.

A. MEATCHI.

ACTES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

DECRET N° 56-1167 du 17 novembre 1956 portant *règlement d'administration publique aménageant les conditions d'accès aux emplois publics de l'Etat en*

ce qui concerne les candidats empêchés par suite de maintien ou de rappel sous les drapeaux, d'engagement ou de rengagement.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières, du ministre de la défense nationale et des forces armées, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2;

Vu le décret n° 55-1641 du 16 décembre 1955 portant règlement d'administration publique aménageant les conditions d'accès aux emplois publics de l'Etat en faveur des candidats empêchés, par suite d'un appel sous les drapeaux, de subir les épreuves d'un concours auquel ils avaient régulièrement fait acte de candidature préalablement au point de départ de leur empêchement;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Bénéficient des dispositions du présent décret les candidats aux fonctions publiques régies par la loi du 19 octobre 1956 qui ont été par suite de maintien sous les drapeaux alors qu'ils accomplissaient la durée légale de leur service militaire, ou de rappel sous les drapeaux alors qu'ils appartenaient à la disponibilité ou à la réserve, empêchés de se présenter aux épreuves d'un concours pour lequel ils avaient fait régulièrement acte de candidature avant le point du départ de leur empêchement ou auraient pu le faire en l'absence de cet empêchement.

Ces dispositions sont également applicables aux candidats aux fonctions publiques dont l'empêchement résulte de leur admission à souscrire un engagement volontaire ou un rengagement postérieurement au 24 août 1955 et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique.

ART. 2. — Pour les candidats mentionnés à l'article précédent, la limite d'âge pour être admis à concourir sera relevée, en ce qui concerne les concours dont la périodicité est normalement annuelle ou inférieure à un an, de la durée nécessaire pour leur permettre de faire acte de candidature aux épreuves de deux concours consécutifs ayant lieu après l'expiration d'un délai de six mois calculé à compter de la cessation de l'empêchement.

En ce qui concerne les concours dont la périodicité normale est supérieure à un an, la limite d'âge sera relevée de manière à permettre aux intéressés de se présenter aux épreuves de deux concours, sans que la prolongation à partir de la cessation de l'empêchement puisse excéder trente-six mois.

ART. 3. — La titularisation des fonctionnaires stagiaires dont le stage a été interrompu par suite d'une des circonstances mentionnées à l'article 1^{er}, quand elle interviendra à l'expiration du stage, prendra effet à la date à laquelle elle serait normalement intervenue en l'absence de cette interruption.

ART. 4. — Est abrogé le décret n° 55-1641 du 16 décembre 1955 portant règlement d'administra-

tion publique aménageant les conditions d'accès aux emplois publics de l'Etat en faveur des candidats empêchés, par suite d'un rappel sous les drapeaux, de subir les épreuves d'un concours auquel ils avaient régulièrement fait acte de candidature préalablement au point de départ de leur empêchement.

ART. 5. — Le ministre des affaires économiques et financières, le ministre de la défense nationale et des forces armées, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 1956.

Guy MOLLET

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la défense nationale
et des forces armées,*

Maurice BOURGÈS-MAUNOURI.

Le ministre des affaires économiques et financières;
PAUL RAMADIER

Le secrétaire d'Etat au budget,
Jean FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,*
Pierre MÉTAYER.

ARRETE N° 811-56/C du 20 décembre 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-1260 du 7 décembre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 susvisée;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-347 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 56-1260 du 7 décembre 1956 étendant aux territoires d'Outre-Mer, au Cameroun et à la République Autonome du Togo les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-1260 du 7 décembre 1956 étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et à la République autonome du Togo les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice:

Vu l'article 72, alinéa 2, de la Constitution de la République française;

Vu la loi du 11 mars 1932 complétant, en son article 7, l'article 2101 du code civil;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, et notamment en son article 237;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil sont étendues aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et à la République autonome du Togo dans les conditions ci-après.

ART. 2. — Le bénéfice du privilège établi par l'article 2101, 7°, s'appliquera aux allocations dues aux travailleurs par les caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des prestations familiales ou par les employeurs dispensés de l'affiliation à une telle institution en vertu de la réglementation sur les prestations familiales.

ART. 3. — Le bénéfice du privilège établi par l'article 2101, 8°, du code civil s'appliquera aux créances des caisses de compensation et autres institutions agréées pour le service des prestations familiales à l'égard de leurs adhérents pour les cotisations que ceux-ci se sont engagés à leur servir en vue du paiement des prestations familiales et de la péréquation des charges résultant du versement desdites prestations.

ART. 4. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 7 décembre 1956.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

Guy MOLLET.

Le ministre de la France d'outre-mer,

GASTON DEFFERRE.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
chargé de la justice,*
François MITTERRAND.

ARRETE N° 810-56/C du 20 décembre 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-1272 du 10 décembre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 susvisée;

Vu le décret du 16 avril 1954 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué au Togo le décret n° 56-1272 du 10 décembre 1956 modifiant les décrets n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers et ressortissants des territoires relevant du département de la France d'Outre-Mer en service dans ces territoires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 20 décembre 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-1272 du 10 décembre 1956 modifiant les décrets n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers et ressortissants des territoires relevant du département de la France d'Outre-Mer en service dans ces territoires.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de la défense nationale et des forces armées, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat au budget;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département de la France d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires des armées de terres, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer en service dans ces territoires et les textes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 du décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du départements des colonies est remplacé par le suivant :

Art. 10. — L'application de certaines mesures disciplinaires aux militaires non officiers n'ayant pas la qualité de chef de famille est, en outre, sanctionnée par une retenue égale à la moitié de la solde et, le cas échéant, de la majoration.

« Donnent lieu à l'exercice de cette retenue :

« Les punitions supérieures à huit jours de prison et les punitions de cellule prises à l'égard des caporaux-chefs à la solde spéciale servant pendant la durée légale, des caporaux et des soldats, durant l'exécution de ces punitions.

« L'envoi, par mesure disciplinaire, dans une section spéciale, compagnie de discipline ou unité en tenant lieu, durant l'affectation à cette section, compagnie ou unité, des caporaux-chefs à solde spéciale servant pendant la durée légale, des caporaux et soldats.

« Ces retenues peuvent se cumuler, la retenue accidentelle en cas de punition, de prison ou de cellule d'un militaire déjà affecté dans une section spéciale ou unité en tenant lieu portant seulement sur le reliquat acquis après déduction de la retenue permanente.

« Elles sont exercées au profit des ordinaires, suivant des modalités fixées par une instruction ministérielle ».

ART. 2. — L'article 14 du décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicable aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'Outre-Mer en service dans ces territoires est remplacé par le suivant :

Art. 14. — L'application de certaines mesures disciplinaires aux militaires non officiers ressortissants d'un territoire d'outre-mer n'ayant pas la qualité de chef de famille est, en outre, sanctionnée par une retenue égale à la moitié de la solde et, le cas échéant, de la majoration.

« Donnent lieu à l'exercice de cette retenue :

« Les punitions supérieures à huit jours de prison et les punitions de cellule prononcées à l'égard des caporaux-chefs à solde spéciale servant pendant la durée légale, des caporaux et des soldats, durant l'exécution de cette punition.

« L'envoi, par mesure disciplinaire dans une section spéciale, compagnie de discipline ou unité en tenant lieu des militaires visés ci-dessus, durant leur affectation à cette section, compagnie ou unité.

« Ces retenues peuvent se cumuler, la retenue accidentelle en cas de punition de prison ou de cellule d'un militaire déjà affecté dans une section spéciale ou unité en tenant lieu portant seulement sur le reliquat acquis après déduction de la retenue permanente.

« Elles sont versées au fonds spécial réglementaire des punis de prison.

« Lorsque la punition sera réduite par le chef de corps, les retenues ne seront exercées que pour les journées passées effectivement en prison ou en cellule.

« Lorsque la punition sera levée ou que l'incarcération cessera par suite d'un refus d'informer, d'un non-lieu ou d'un acquittement, les sommes retenues seront restituées à l'intéressé sur décision du commandant supérieur des troupes ».

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de la défense nationale et des forces armées, le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du premier jour du mois suivant sa date de publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 1956.

Guy MOLLER.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre de la défense nationale
et des forces armées,

Maurice BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des affaires économiques
et financières,

Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILLIPPI.

Classement

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 novembre 1956.

M. Pontillon Charles, professeur licencié du cadre métropolitain est, à compter du 1^{er} janvier 1953 et pour la durée de son détachement, classé dans le cadre général de l'Enseignement et de la Jeunesse de la France d'Outre-Mer en qualité de professeur licencié de 2^e échelon.

Promotion

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 12 décembre 1956.

Les fonctionnaires du cadre d'Administration Générale d'Outre-Mer dont les noms suivent sont promus à compter du 1^{er} juillet 1956 tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIEN, CONSERVÉE	
	R.S.M.	MAJORATIONS
<i>Chefs de bureau hors classe :</i>		
MM.		
Monclar Jean.	5 m. 3 j.	
<i>Chefs de bureau de classe exceptionnelle.</i>		
<i>Rédacteurs de 1^{re} classe :</i>		
MM.		
Signat Marcel,	3 m. 19 j.	
<i>Rédacteurs de 2^e classe :</i>		
MM.		
Pellefigue Pierre,	9 m. 27 j.	
<i>Rédacteurs de 3^e classe.</i>		

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

ARRETE N° 812-56/CM du 28 décembre 1956 portant la constitution du Tribunal des pensions pour l'année 1957.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, promulgué au Togo par arrêté n° 504-54/BM. du 8 juin 1954 notamment les articles L 115 et suivants D 121 et suivants;

Vu l'arrêté n° 675-54/BM. en date du 21 juin 1954 portant application au Togo des articles L 115 et suivants et des articles D 121 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre;

Sur demande de M. l'Intendant militaire du Dahomey-Togo, chef du service des pensions militaires pour le Dahomey et le Togo;

Vu la lettre n° 6456/4/PE/TP. en date du 14 décembre 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Tribunal des pensions au Togo ayant son siège à Lomé est constitué comme suit pour l'année 1957 :

Le Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé

M. le Médecin Colonel, Directeur de la Santé Publique à Lomé;

Président

M. l'Administrateur-Adjoint de la FOM, Adjoint à M. l'Administrateur de la FOM, commandant le Cercle de Lomé,

Membres

ART. 2. — Les fonctions de Commissaire du Gouvernement seront remplies par M. l'Intendant Militaire, Chef du service de l'Intendance à Cotonou.

Celles du Greffier par M. le Greffier du Tribunal Civil à Lomé.

ART. 3. — Le Secrétaire Général du Togo et le Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, inséré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1956.

J. BÉRARD.

Affaires courantes

Par décisions du Haut-Commissaire de la République Française au Togo :

N° 1831/C du :

18 décembre 1956. — M. Hervé Marcel Jean, Administrateur, 2^e échelon de la France d'Outre-Mer, Commandant du Cercle de Tsévié, est chargé cumulativement avec ses fonctions, durant l'absence de M. Domissy, Administrateur en Chef de la France d'Outre-Mer, 1^{er} échelon en mission dans la Métropole, de l'expédition des affaires courantes du Cercle et de la Mairie de Lomé.

La présente décision prendra effet à compter du 29 décembre 1956, date de départ en mission de M. Domissy.

N° 1832/C du :

18 décembre 1956. — M. Pierret, Administrateur-Adjoint, 3^e échelon, de la France d'Outre-Mer, Chef de la Subdivision de Lomé, est chargé cumulativement avec ses fonctions de l'expédition des affaires courantes du Cercle de Tsévié.

La présente décision prendra effet à compter du 29 décembre 1956, date à laquelle M. Hervé, Commandant de Cercle de Tsévié, assurera l'expédition des affaires courantes du Cercle et de la Mairie de Lomé.

N° 1835/C du :

26 décembre 1956. — M. Pagani Philippe, Contrôleur Principal Hors classe des Doanes et Régies de l'Indochine, indice métré 500, arrivé à Lomé par le « Général Mangin » du 14 décembre 1956, est nommé Chef du Service du Contrôle Douanier prévu par l'article 27 du décret du 24 août 1956.

La présente décision prendra effet pour compter du 14 décembre 1956.

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Etude de M^e. RAYMOND VIALE, Avocat-Défenseur à Lomé

Vente sur saisie immobilière

Il sera procédé le vendredi vingt-six avril mil neuf cent cinquante-sept, à huit heures du matin, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Première Instance de Lomé (Togo), séant en ladite ville Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE URBAIN, NON BATI

sis à Lomé (Togo), Quartier n° 1 bis, immatriculé au Livre Foncier du Territoire du Togo sous le numéro 1.701, Volume IX, Folio 171, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, à distraire de l'immeuble n° 1.282 du Territoire du Togo, d'une contenance totale de six ares, soixante-seize centiares (6 ares 76 cas).

(Au cas où l'immeuble ci-dessus décrit comme non bâti, comporterait des constructions, l'adjudication emporterait propriété des bâtisses existantes qu'elle qu'en soit leur importance et leur valeur).

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société United Africa Company, Limited, Société Anonyme ayant son Siège Social à Londres (Angleterre) et un principal établissement à Lomé (Togo), où elle est représentée par son Agent Général fondé de pouvoirs pour le Togo, M. Hubert-Jean Michel, demeurant et domicilié à Lomé, ayant pour Avocat-Défenseur à Lomé Maître Raymond Viale, en Etude de qui domicile est élu;

Sur le sieur Michel Cosme d'Almeida, Géomètre et Commerçant, demeurant et domicilié à Lomé.

En vertu :

1^o — De la grosse dûment en forme exécutoire d'un jugement de défaut N° 102 rendu le 30 septembre 1955 par le Tribunal de Première Instance de Lomé, enregistré à Lomé (Togo) le 26 octobre 1955, Folio 82, numéro 2.662, entre la Société United Africa Company, Limited et ledit sieur Michel Cosme d'Almeida;

2^o — D'une ordonnance de taxe n° 107 rendue le 25 novembre 1955 par M. le Président du Tribunal de Première Instance de Lomé, enregistré à Lomé (Togo) le 29 novembre 1955, Folio 100, numéro 2.960;

3^o — D'un pouvoir spécial sous seing privé en date à Lomé du 8 décembre 1956, enregistré à Lomé (Togo) le 12 décembre 1956, Folio 1, numéro 2.245;

4^o — D'une ordonnance n° 101 rendue le 28 novembre 1956 par M. le Président du Tribunal de Première Instance de Lomé, désignant l'immeuble objet du Titre Foncier n° 1.701, du Territoire du Togo pour être saisi à la requête de la Société United Africa Company Limited, en exécution du jugement n° 102 sus-visé, ladite ordonnance enregistrée à Lomé (Togo) le 29 novembre 1956, Folio 12, n° 3.299;

5°) — D'un commandement valant saisie réelle en date du 19 décembre 1956, visé le même jour par M. l'Administrateur-Maire de la Commune de Lomé, et le 25 janvier 1957 par M. le Conservateur de la Propriété Foncière à Lomé pour transcription, enregistré à Lomé (Togo) le 4 janvier 1957, Folio 55, Numéro 85;

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de Cinquante mille francs (Frs. 50.000,00), fixé par la créancière poursuivante;

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation prévue par la loi.

Fait et rédigé par l'Avocat-Défenseur, soussigné :

R. VIALE

Pour tous renseignements, s'adresser à Maître Raymond VIALE, Avocat-Défenseur à Lomé, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé où le cahier des charges a été déposé.

RÉCEPISSÉS DE DÉCLARATION

Titre de l'Association : Association Sportive « LI-THO de Dayes »

Objet : Pratique du Foot-Ball et de l'éducation physique.

Siège Social : Dayes-Apéyémé (Cercle de Klouto)

Pièces Annexées : Statuts

Titre de l'Association : « Cercle d'ETUDES SAINT AUGUSTIN »

Objet : Etude 1°) de la théologie et de l'exégèse biblique; l'histoire de l'Eglise et histoire du Togo depuis l'origine jusqu'à nos jours;

2°) de toutes les sciences annexes capables de promouvoir une culture chrétienne et un humanisme intégral.

Siège Social : Mission Catholique de Tsévié.

Pièces Annexées : Statuts.

Institut d'Emission A.O.F.-Togo

SITUATION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

au 31 Octobre 1956

En francs C.F.A.

— ACTIF —

— PASSIF —

<i>Disponibilités en dehors de la zone d'émission</i>		<i>Engagements à vue</i>	
Monnaies de la zone franc	49.724.839	Billets en circulation	34.095.476.980
Correspondants en France	3.466.542	Comptes courants créditeurs	257.109.332
Trésor Public — Cpte d'opérations	14.502.000.000		
Bons du Trésor		<i>Dotation</i>	500.000.000
<i>Disponibilités en AOF.-Togo</i>	114.117.855	<i>Comptes d'ordre et divers.</i>	1.400.524.462
<i>Effets escomptés</i>	9.765.018.389		
<i>Avances à court terme</i>	232.900.000		
<i>Créances résultant du transfert du privilège</i>	9.029.586.418		
<i>Matériel d'émission transféré</i>	1.432.500.000		
<i>Immeubles, matériel et mobilier</i>	271.150.713		
<i>Comptes d'ordre et divers</i>	852.646.018		
	36.253.110.774		36.253.110.774

RECEPISSE DE MODIFICATION D'ASSOCIATION

Titres : Société Dansante et Musicale « RECORD »

Bul : Développer les goûts artistiques des membres et entretenir entre eux des sentiments de cordialité et de solidarité.

Siège Social : Hôtel Tonyeviadj, à Lomé.

Pièces Annexées : Statuts

ANNONCE

Le tribunal de Commerce de Cotonou a, par jugement en date du 10 janvier 1957 déclaré en état de liquidation judiciaire la SARL « Anciens Etablissements Valla & Richard » au capital de 15.000.000 de francs C.F.A. siège social à Cotonou, et en a fixé provisoirement l'ouverture au 3 janvier 1957.

Monsieur Lavesque juge au Tribunal de Cotonou a été nommé Commissaire et Monsieur Burkalther René demeurant chez Valla & Richard à Cotonou a été nommé liquidateur.

Pour extrait
Le Greffier

*Société J. HEUDEBERT & Cie
et Société Africaine de Représentations
Industrielles Réunies*

HEUDEBERT-SARI

R. C. Grand Bassam n° 2.323

Deuxième avis

Comme conséquence de l'apport des fonds de commerce de la société J. Heudebert et Cie dont le siège social était à Dakar, 36, rue de Thèze, à la Société Africaine de représentations industrielles dont le siège social est à Abidjan (Côte-d'Ivoire) par voie de fusion, le délai de un mois réservé aux créanciers de la société J. Heudebert et Cie pour faire une déclaration de créance au Greffe du tribunal de Grand Bassam, par application de la loi du 17 mars 1909, commence à courir à compter de ce jour.

Pour deuxième insertion.

Le Conseil d'Administration